LES «CARNETS» DE VANDERVELDE

par Victor LAROCK

occupé.

Celul que des générations de militants belges ont appelé « le Patron », notait au jour le jour les événements qui le préoccupaient le plus. Il avait, en 1938, fait paraître un premier volume de « Souvenirs d'un militant socialiste », qui s'arrêtent au mi-lieu de l'entre-deux-guerres.

Un éditeur parisien publie ses « Carnets » se rapportant aux années 1934-1938. C'est une série de notes, généralement brèves, qui se présentent comme les matériaux d'un second volume de « Souvenirs » que Van-dervelde n'a pas eu le temps de composer

L'ouvrage s'ouvre sur un avant-propos du professeur Maurice Ansiaux. Témoignage d'un plus proche, croyons-nous, du libéralisme que du Parti ouvrier. D'autres témoignages de non-socialistes sont repris dans les Annexes. Pour le dire tout de suite, il en est au moins un qui ne devrait pas s'y trouver.

Gouvernement Van Zeeland. Conflit italo-éthiopien. d'Espagne. Lutte contre le rexis-Expansion du fascisme en Europe. Dissensions au sein du POB. Dangers de guerre. Crise de Munich.

Que tout cela paraît loin ! Cependant, plus d'un fait évoqué dans ces notes reste étroitement lié, dans bien des mémoires, au cataclysme qui allait bouleverser l'Europe et le monde.

Vandervelde le pressentait. Il assistait, angoissé, impuis-

sant, à la montée des périls. A la différence de Jaurès, qui ne voulut jamais croire aux fatalités inhumaines, il prévoyait le déroulement implacable des événements. Il savait que le déclin du socialisme international annonçait celui de la démocratie, et à la progression de l'ombre qui s'étendait sur notre continent il mesurait l'aveuglement des hommes et la ruine de ses propres espoirs.

La guerre d'Espagne devait être le sinistre prélude de la se-conde guerre mondiale.

La plupart des pages de ce livre traduisent l'obsession que Vandervelde en éprouvait. Dès le premier jour, il avait compris que doublerait d'un affrontement entre les démocraties européennes, divisées et irrésolues, et les fascismes coalisés.

Par la parole et par la plume, Inlassablement, il luttait contre l'inéluctable ; et même lorsque les troupes de Mussolini et les avions d'Hitler eurent terrassé la République il refusa de s'incliner devant le fait accompli.

Il était allé à Madrid, accompagné de sa femma, peu de mois avant que toute résistance devint inutile II lui semblait qu'il devait tout ce qu'il lui restait de force à la défense d'une cause juste - et désespérée.

S'il avait vécu, aurait-il publié ces notes telles que nous les

trouvons ici ? Il s'en serait certainement inspiré, mais il est probable qu'il les aurait remaniées et complétées. A côté d'impressions et de relations détaillées, on y trouve de simples brouillons ou des rappels qui ne pouvaient servir que d'aide-mémoire.

On y trouve également des imperfections d'écriture, que Vandervelde n'aurait certainement pas laissé subsister. Il avait le souci d'une forme sans défaut, ses conversations à ce sujet

et ceux qui l'ont entendu évoquer

avec l'historien Seignobos sa-

vent combien il en était pré-

Surtout, on trouve, dans ce recueil de notes, les signes d'une amertume qui, avec le temps, aurait sans doute cédé à la sérénité de l'oubli.

Tout homme qui s'est longuement dévoué à une cause doit s'attendre à l'incompréhension, sinon à l'ingratitude. Qu'il se tourmente et s'irrite, quoi de plus humain ? Mais quand la générosité d'esprit, comme c'était le cas chez « le Patron », égale la hauteur de caractère, le senti-ment qui finit toujours par l'emporter est celui d'un tranquille détachement. La seule chose qui importe est de rester fidèle à soi-même et à ceux qui vous font confiance. Et la conscience de cette fidélité compte infiniment plus que le souvenir des blessures les plus vives.

Quelques-uns d'entre nous se souviennent d'une conversation avec Vandervelde, à la Maison du Peuple. Grand liseur, il venait de relever, dans la « Correspondance » de l'Anglais Charles Gordon — « Gordon Pacha » un trait d'humour qu'il rapportait à sa situation.

Gordon, gouverneur du Soudan, avait eu des démêlés avec un ministre de Londres. A la fin d'une dernière lettre, il lui écrivait: « Monsieur, tôt ou tard et peut-être bientôt, vous et moi seront logés dans deux belles boîtes de bois noir, longue de sept pieds et larges de trois. Ne croyez-vous pas qu'à ce monos disputes d'aujourd'hui n'auront plus guère de

- C'est bien aussi ce que je pense, disait « le Patron »

On regrette enfin, nous l'avons dit, de trouver, dans les Annexes de l'ouvrage, au moins cinq pages que Vandervelde n'y aurait pas mises. C'est un article d'une feuille d'extrême-droite auquel il en est fait allusion dans une note du 7 juin 1938. Mais l'allusion est méprisable, et l'article est signé d'un nom marqué par la trahison.

En revanche, l'éditeur a eu raison de reproduire, en photocopie du manuscrit, ces quelques li-

« ...Je garde intacte la ferveur socialiste de mon jeune temps. Quoi qu'il arrive, j'ai ma récompense. Je me sens aimé de ces travailleurs à qui, toute ma vie, j'ai donné le meilleur de moi-

Il venait d'entrer dans sa soixante douzième année, qui devait être celle de sa vort.

Le témoignage qu'il se rendait en ces termes simples et justes était celui que la classe ouvrière de Belgique lui a toujours rendu.

Victor LAROCK.

(« Le Peuple de Bruxelles » E. Vandervelde, « Carnets », 1934-1938, Editions Internationales, 170 p. "

La Clase trabajadorà

En la serie dedicada al «so-lalismo frente a las formas mocialismo frente a las formas modernas del capitalismo», el Centro de estudios socialistas, en la alcaldía de Cachán (Seine), el día 23 de marzo de 1966, ha celebrado un coloquio-debate, presidido por el compañero Giraud, de la S. F. I. O., catedrático de la Universidad, presidente de dicho Centro, dedicado a los asalariados.

Los diferentes oradores socialistas, pertenecientes a todas las tendencias existentes, coincidieron al afirmar el crecimiento de los asalariados en la sociedad capitalista actual.

Ya Marx y Engels en «El Manifiesto Comunista» definieron el proletariado como lo que era : asalariados. Todos los trabajadores, aquel que tiene que vender como una mercancía su fuerga o capacidad de trabajo al capitalista, propietario de los medios de producción, es un proletario. Proletario, trabajador y asalariado se identifican. No hay más que examinar los balances que se presentan a fin de año al Ministerio de Finanzas para ver cómo aumentan los asalariados en la sociedad actual. Esto se deriva de tendencias que ya previó Marx en el capitalismo. Estas tendencias son la concentración y centralización de la riqueza, y la entrada de las clases medias en el proletariado. Derivado de esas tendencias y del progreso

del capitalismo tenemos hoy el

crecimiento de los asalariados. Según se expresó uno de los que intervinieron en el debate, los asalariados forman ya el 80 por 100 de la población activa en la sociedad capitalista actual. Sin embargo, la diversidad de empleos y el espíritu de categoría presentan un problema, según el cual, existe una diferencia entre los trabajadores. Los cuadros, ingenieros y técnicos, son tan asalariados como los demás obreros, incluso si no tienen conciencia de ello, pues en su

do que lo entendió Marx. El patrono hace resaltar las divisiones entre los trabajadores absolutamente injustificables si nos atenemos al trabajo.

trabajo son tan «extraños» como

los otros asalariados en el senti-

No obstante, ha aumentado la diversidad dentro de la clase trabajadora y hoy nos encontramos con una clase obrera heterogénea, más diversificada que en el pasado, ya que se dividen los trabajadores en asalariados de dirección y de ejecución; la introducción de las máquinas en el trabajo ha diversificado las categorías de los trabajadores en lugar de unificarlas, como se esperaba. Los trabajadores no tienen la homogeneidad de antes frente al capitalismo de hoy que también ha perdido mucho del derecho de propiedad. Esta hetedora, origina la pluralidad de los partidos obreros, siguiendo la diversidad existente entre los trabajadores y así tenemos hoy a los partidos comunistas que defienden la pluralidad de los partidos en el período transitorio de la sociedad y no la dictadura como hacían antes.

Los asalariados se encuentran hoy, no enfrente a los capitalistas individuales, frente al patrón propietario-empresario, como antes, sino a las colectividades, sean sociedades, entidades locales, provinciales o el mismo Estado. Ya no es el capitalista tradicional el que tienen enfrente, es una colectividad, la mayor parte de las veces, de carácter público, las nacionalizaciones, y esto cambia la naturaleza y los medios de lucha de los trabajadores. Los asalariados siguen como antes dependiendo de un patrono, siguen vendiendo su fuerza de trabajo al propietario de los medios de producción; pero esta dependencia tiene más carácter social que antes. Ya existen los contratos colectivos. la seguridad social con el retiro, el seguro contra el paro, las vacaciones pagadas, etc. El problema fundamental sigue siendo el de la propiedad de la producción; no se trata del reparto o del consumo, pudiéramos decir; las relaciones esenciales se encuentran, como ayer, en la pro-

EDITORIAL

Repercusiones del Concilio

LA IGLESIA ESPANOLA

N gran malestar eina entre los católicos españoles. Para muchos de ellos, el malestar no es de ahora. Arranca desde el estallido de nuestra guerra civil, cuando el Episcopado -salvo muy raras pero honrosisimas excepciones- adoptó una actitud beligerante, colocándose al lado de quienes se alzaban contra la legalidad republicana. Y, además, invistiendo del carácter de cruzada al movimiento sedicioso. En los oídos de no pocos católicos siguen resonando aún dolorosamente las belicosas palabras del entonces Primado de España, Cardenal Gomá : «No puede haber más pacificación que por las armas. Hay que extirpar toda la podredumbre de la legislación laica.» Y aquellas otras no menos abominables del prelado Díaz Gomara: «Benditos sean los cañones si en la brecha que abren florece el

El malestar fue creciendo, al correr de los años, por el mantenimiento de la colusión instaurada desde entonces entre la Iglesia y el régimen franquista. Pero, aun abarcando a un sector cada vez mayor de clérigos, vivía soterrado. Sólo algunas voces se atrevían, a veces, a romper el silencio: ora colectivamente, como entre los sacerdotes vascos; ora a título personal, como en el caso del Abad de Montserrat, Don Aurelio M. Escarré. Los demás callaban. Y callaban -debemos creerlo- no por falta de valentía, sino por temor de que Roma no compartiese plenamente sus inquietudes. Y por temor también de que, en definitiva, fuera la propia Iglesia quien saliese perjudicada, con mengua de la fe en el área del catolicismo

Fue preciso que adviniera Vaticano II para que el descontento no vacilase ya más en manifestarse a la luz del día. Seguros ya de que pisan terreno firme, quienes sostenían la idea de un cambio radical de actitud por parte del Episcopado están irrumpiendo briosamente en

escena. Se trata de promover un fuerte estado de opinión entre los católicos españoles -tanto clérigos como laicos- para que la Iglesia española se muestre acorde con su verdadero papel entre los hombres, según la definición que el Catolicismo ha dado de sí mismo en el Concilio.

Difícil, muy difícil es el empeño. Lograr que el Episcopado rompa las ataduras que le ligan al régimen franquista, cuando se sabe que la gran mayoría de sus miembros, como consecuencia del actual Concordato, deben sus puestos al «Caudillo», no parece cosa fácil; pedirle que cambie su inveterada concepción estática de la realidad por otra -dinámica y evolutiva- que contribuya a la reintegración de la Iglesia en el mundo, cuando sabemos la mentalidad medieval de que dio muestras en el Concilio la casi totalidad de la jerarquía española, tampoco parece que pueda tener un resultado prometedor.

Cierto: a pesar de tan extemporáneas intervenciones conciliares, los verdaderamente católicos españoles podían pensar y esperar que el espíritu de renovación decretado por Vaticano II sería acatado por la jerarquía española. No ha sido así, y ello ha aumentado el desasosiego, cual se desprende de la voz autorizada del padre José María González Ruiz denunciando recientemente, en «Cuadernos para el Diálogo», «el intento de escamoteo del Concilio que se ha hecho en España», al tiempo que anima calurosamente a la «minoría lúcida que ha comprendido y asimilado perfectamente la doctrina conciliar».

Una clara muestra de la enorme tensión eclesial que viven actualmente los católicos españoles la ofrece la nota distribuída por la agencia «Pyresa». Acompañada del documento a que hace referencia, la insertamos en segunda página. Incluso con los titulares nada piadosos que le pone el diario falangista « Pueblo ».

Contra la jerarquïa de la Iglesia espanola

La "ACCION MOISÉS", al descubierto

Bajo el nombre clave «Acción Moisés» se intenta desarrollar una operación contra la jerarquía religiosa, dirigida, al parecer, a la obtención de firmas al pie de un documento en el que se ataca duramente al Episcopado. Según lo proyectado, el documento debería ser enviado el dia 16 de septiembre, «mediante emisarios, a diversos destinatarios, entre ellos ciertos prelados europeos». Los organipublicidad a una requisitoria contra la jerarquía de la Iglesia, que obligue a ésta a tomar una actitud «revolucionaria» y «escan-

En las instrucciones que han sido distribuídas se detalla el desarrollo de la operación, inibraciones de ejercicios espirituales, asambleas de órdenes re ligiosas y en el que se reunió zadores de la «Acción Moisés» han pretendido «darle máxima últimamente la Comisión Permanente del Episcopado Españolse ha informado que, hace algún tiempo, un sacerdote, que no quiso identificarse, pidió les permitieran celebrar allí «una reunión de catequesis para religiosos y seglares el día 15 de septiembre». La directora de esta residencia, que pertenece a las Operarias Parroquiales, comuniciada el 25 de julio pasado. La primera fase, que comprendía desde dicha fecha hasta el día 31 de agosto, debía estar dedicada a «la búsqueda de enlaces en las diócesis» y al trabajo de los mismos. Entre el 1 y el 11 de septiembre, recoger las firmas, y el 15 y el 16 de septiembre, «encuentro en Madrid, uno por cada diócesis. Envió de los documentos a su destino». La reunión debería tener lugar según las referidas instrucciones

adoptadas para el desarrollo de

la de socorrer a cuantos compa-

Fue nuevamente detenido en

abril de 1954, al mismo tiempo

que varios otros compañeros de

C.T.T., acusados de reorganiza-

ción de los sindicatos de Comu-

nicaciones, en el seno de la U.G. T. clandestina. En el acta de

acusación contra ellos, se dice

que «no resulta probado que los procesados José Fernández Villa-nueva... fueran m.embros de la

Comisión Ejecutiva de la Federa-

ción de Comunicaciones (UGT),

pero si que eran activos colabo-

radores de la misma, efectuando

recaudaciones entre afiliados y

simpatizantes». Con lo que dio

lugar a que durante el año que ;

permaneció encarcelado por el

«delito» de solidaridad, uno de

los presos comunes con los que

convivian los compañeros encar-

celados hiciese de él más fiel re-

trato, al decir: «Todos estamos

aqui por quitar y éste (Fernández Villanueva) está por dar».

Cuando logró salir de la prisión,

hasta su último instante.

siguió, sin alarde alguno, con su

meritoria labor solidaria y así

Tal era el compañero que aca-

rendir más adecuado homenaje,

en su Madrid, en el que nació,

actuó y murió. Dar a conocer su

vida, su conducta y su obra, co-mo las de tantos «hombres sin

nombre», que deben ser ejemplo

para todos, especialmente para

les y políticas, constituirá uno

los novicios en las lides sindica-

de los deberes de cuantos le co-

nocimos y hemos podido apre-

ciar la importancia y alcance de

su incansable tarea, desintere-

sada y llena de riesgos. Es en es-

pejos tales en los que tenemos

que mirarnos todos cuantos as-

piramos a servir nuestros idea-

les emancipadores. A servir y no

a servinos. La emancipación po-lítica, económica y social del pro-

emancipación moral y espiritual.

Así seremos fieles a la memoria

de aquellos que, como el compa-

hero José Fernández Villanueva, nos han dejado para siempre, y

un poco más huérfanos todavía.

Secretariado de Comunica-

B. Alonso (Secretario).

ciones-CTT (U.G.T.).

ñeros lo necesitaban.

transcritas textualmente de las instrucciones citadas :

«1. Necesitamos organizarnos

Silencio a toda costa hasta el día 17 de septiembre en que se habrán enviado los documentos, aunque la recogida de firmas termine antes.

Rapidez y libertad de movimientos.

Eficacia en la acción final.

momento control sobre las copias que se utilicen. Si con una copia es posible abarcar toda la diócesis, que no haya más.

der algunas firmas.

5. Si se duda de alguien, sondearles antes.

6. En orden a la buena «pre-

7. La firma ha de ser legible

ta más datos.

fuerza del documento no se entregarán a los señores obispos para evitar represalias, sobre todo en las diócesis o zonas en

levantará un acta del número de diócesis y de sacerdotes que in-

11. Este acta notarial es lo que se enviará junto con el documen-

LA IGLESIA DESMIENTE

En las instrucciones se indicaba también el orden del día del organizado encuentro en Madrid, en el que figuran, entre otros, los siguientes puntos: «Revisión de la acción realizada, depósito y recuento de firmas, coordinación para el tuturo, organización económica, recogida de hechos públicos y privados que avalen las afirmaciones del documento y posibles acciones

Todo lo anterior está virtual-

«Se reciben de toda España numerosas y apremiantes peticiobamos de perder y al que un nes de información sobre una día no lejano tendremos que supuesta reunión de catequesis de seglares y sacerdotes que se dice va a tener lugar en una casa religiosa de la calle de Arturo Soria, de Madrid, el pró-

Hechas las averiguaciones pertinentes, v después de consultar especialmente el Arzobispado de Madrid al Secretariado partamento de Catequística del Instituto Pastoral, esta Oficina puede comunicar que la reunión que se ampara bajo el nombre de catequesis es promovida secretamente por desconocidos, y no tiene la finalidad aducida ni está u organismo competente de la

letariado pasa por esa primera Las personas que de alguna manera se encuentren implicadas

IMPRIMERIE SPECIALE

28-30, Rue Sainte MARSEILLE 1er

en dicha reunión o en la documentación relacionada con la misma y sientan necesidad de más orientaciones podrán acudir al prelado de su propia diócesis». (Pyresa).

Propos de Vacances

par Arthur GAILLY

OTRE excellent ami, Victor Larock, avant de prendre les siennes, a écrit dans « Le Peuple» deux articles relatifs au socialisme aux Etats-

Il a constaté, ce qui est parfaitement exact, que celui-ci, tel que nous le pratiquons, ne brille pas au firmament U.S.

Il a analysé faits et causes avec sa logique et sa précision coutumière.

Il est exact qu'il y a là un méli-mélo et un paquet de contradictions difficiles à déficeler pour un esprit européen occidental, habitué à son style, à son interprétation des faits politiques, économiques et sociaux, à notre terminologie et à nos luttes permanentes entre le capitalisme et le socialisme, en un mot, à la lutte de classe traditionnelle qui inspire tous nos mouvements de masse

Il est exact que là-bas un républicain du nord peut être confondu avec un démocrate du sud et vice-versa.

En Amérique, une campagne électorale a un caractère de foire que nous ne connaissons heureusement pas.

Il a ajouté aussi que si, de-ci, de-là, on rencontrait un socialiste digne de ce nom, il faliait fouiller le monde syndicaliste pour le découvrir.

C'est encore vrai.

Il a mis en relief la position des frères Reuther, Victor, et surtout Walter, dont on a parlé à un moment donné de sa candidature comme président des Etats-Unis.

Il est vrai qu'il jouit d'un crédit énorme dans le mouvement syndical et dans le secteur aéronautique en particulier. On pourrait en ajouter d'autres militants dans la construction métallique qu'ils appellent « mécaniciens », ces derniers qui furent les premiers Américains qui ont donné un caractère internationaliste et socialiste à leur organisation.

Leur statut, vieux d'un siècle, est un modèle du genre qui pourrait servir utilement à des syndicalistes du vieux continent dont certains récusent le socialisme et l'opposition de classe ou se réfugient dans un professionnalisme désuet ou qui l'admettent avec beaucoup de réticence.

Nos amis Haise et Rudy Phopel et d'autres que nous connaissons intimement sont de la même veine que les Reuther.

JJ. SS.

PARIS

La Sección de JJ. SS. de París invita a todos los compañeros a acudir a la proyección gratuita de una película en castellano.

« MACARIO »

de R. GAVALDON

seguida de un documenta, el sábado 24 de septiembre a las 20 horas en punto, 198, avenue du Maine - Paris, 14me. Os esperamos con vuestros

familiares y amigos.

EL COMITE.

sauce » les travailleurs d'Amérique sont satisfaits, heureux comme des rois, de leur sort matériel incontestablement enviable par rapport à celui des travailleurs de nos Pas le moins du monde.

Est-ce dire pour autant que

sans un socialisme à notre

La lutte des classes est aussi âpre sur le riche et nouveau continent qu'elle ne l'est sur l'ancien.

Nous n'en voulons pour preuve que les batailles homériques qui se livrent périodiquement aux U.S.A.

Nous avons vécu partiellement et, sur place, la grande grève de l'acier qui a éclaté

(Lire la suite en 4me page.)

Los compañeros y amigos de

Madrid se apresuraron a comu-

nicarnos la triste noticia. Por

causas ajenas a nuestra voluntad

no nos ha sido posible redactar

antes esta nota necrológica y de

homenaje a la memoria del más

ejemplar de nuestros veteranos

El compañero José Fernández

Villanueva falleció súbitamente,

víctima de un infarto de miocar-

dio, el día 3 de julio pasado, en

la madrileña calle del Arsenal.

cerca de la Puerta del Sol, cuan-

do se retiraba a casa después de

habitual tertulia con otros

El entierro tuvo lugar a las

cinco de la tarde del dia 5 de

julio, con asistencia de nume-

El compañero Fernández Villa-

nueva iba a cumplir 85 años de

edad. Lo que no le impedia se-

guir siendo el primero en su

constante afán de servir a cuan-

tos compañeros y amigos lo ne-

cessitaban. No esperaba nunca

que se le pidiese su intervención

para mostrar constantemente su

espiritu solidario, su hombria de

bien. Todo ello dentro de la más

Lo mismo que soportaba con na-

tural estoicismo las embestidas

cuando éste se cebaba contra él,

como contra tantos otros ugetis-

tas, socialistas y demócratas en

Su carrera profesional comen-

zó en 1907 con su ingreso en el

Cuerpo de Correos, en el que pa-

só por todos los puestos de tra-

bajo y todos los grados del es-

calafón, mostrando en todo mo-

mento su competencia, sus gran-

des cualidades humanas y su so-

ciabilidad. Militó desde su ju-

ventud en la U.G.T. y en el Par-

tido Socialista, a los que siguió

fiel hasta su fallecimiento. Nues-

tras organizaciones han perdido,

pues, a uno de sus miembros

el Sindicato de Correos, especial-

mente en la Sección de Madrid,

de la que fue Presidente en va-

rias ocasiones. Al terminar la

guerra fue encarcelado y sufrió condena en el penal de Valdeno-

ceda. Al salir de prisión, su prin-

e cipal preocupación y afán fue

Desempeñó diversos cargos en

más representativos y eficaces.

persecuciones del enemigo,

rosos amigos y compañeros.

compañeros postales.

viejos amigos.

- en una casa religiosa sita en la calle de Arturo Soria. En este centro religioso -en

el que son frecuentes las celecó sus sospechas al Obispado.

El equipo organizador de la «Acción Moisés» ha subrayado que el documento -cuyo contenido no se especifica exactamente en las instrucciones circuladas- «debe estar abierto totalmente a los religiosos. Se busca acción masiva».

Las «normas de seguridad»

la operación son las siguientes,

bien y sentirnos verdaderamente responsable para lograr tres co-

2. Hemos de guardar en todo

3. Que el documento por ningún motivo se deje ni días ni horas en mano alguna que no sea la de los organizadores.

4. Ir a la gente de plena confianza, aun con el riesgo de per-

sentación» se recogerán todas las firmas en la misma clase de papel, a saber, timbre del Estado, clase 19, vale una peseta y se compra en cualquier estanco un poco importante.

en el nombre y apellidos.

8. Sólo la firma. No hacen fal-

9. Las firmas que respaldan la que sean pocos.

10. Sino que ante notario se

Y DESAUTORIZA LA REUNION

futuras».

mente confirmado por la nota de la Oficina de Prensa de la Iglesia, distribuída entre los medios informativos el día 31 de agosto, y cuyo texto es el siguiente

ximo día 15 de septiembre.

Nacional de Catequesis y al De autorizada por ninguna persona

The state st

EL DOCUMENTO

* * *

Por su parte, el semanario ¿Qué Pasa?» en su número 140, correspondiente al dia 3 del actual, publica el documento que se prepara para el 17 de este mes y que reproducimos a continua-

Hablar en público de la Jerarquía española, ateniéndose a lo que dice Santo Tomás sobre «la necesidad de llamar la atención al superior aun en público cuando corre peligro la Fe».

Acusar a la Jerarquía española de estar en contra del Con-

cilio.

Acusar a la Jerarquía española de infidelidad a su propia función, señalando como causas de esa infidelidad la complicidad con el Poder.

Exigir en nombre del Concilio y del Evangelio : a) Total separación entre Igle-

sia y Estado, «por revolucionaria que pueda parecer entre nosotros esta petición».

b) Renuncia de la Iglesia a todos los privilegios y protecciones, sean cuales sean, tanto para las personas de su jerarquía y clero como para sus fieles en cuanto tales y para todas sus instituciones.

c) Renuncia a toda subvención económica. A toda exención fiscal. A la inmunidad de las personas eclesiásticas.

d) Exigencia de que los sacerdotes sean considerados como ciudadanos con plenos deberes y derechos.

e) Retirar a todas las personas eclesiásticas presentes en las Cortes, en las asesorías de Sindicatos, etc.

f) Realizar plenamente la libertad religiosa, abriendo paso en España a la única posible afirmación de la unidad religiosa que es la de quienes comparten personalmente una misma fe. Acabar con la farsa de la unidad religiosa.

g) Revisión rigurosa de la vida histórica de la Iglesia española, de lo que se llama «nuestro glorioso» pasado, y dar un testimonio de penitencia respecto a él por parte de todos, especialisimamente de la Jerarqua.

h) Que la Jerarquía «apueste sin equívocos, sin posibilidad de tergiversaciones, e s candalosa-mente, por el Concilio y la Iglesia total en su actual línea evangélica. Todo lo que no sea esa actitud radical seguirá sumiendo a muchos de nosotros en la desesperanza».

i) Si no, amenaza de pérdida de la fe de numerosos sacerdotes y militantes seglares.

P. S. O. E. - U. G. T.

Perpignan CONVOCATORIA

Con el fin de examinar las Cir-culares remitidas y suscritas en común por las Comisiones Ejecu-tivas de la U.G.T. y del P.S.O.E., los Comités de las Secciones de los Comités de las Secciones de Perpignan de estas dos Agrupa-ciones convocan a sus respectivos afiliados a una reunión o junta general extraordinaria que, con-juntamente, ha de celebrarse el domingo 25 de los corrientes, a las diez de la mañana en pri-mera convocatoria, o a las diez y media en segunda, en su domi-cilio social, sito en la rue Pierre Trounée (6) de esta ciudad.

Trounée (6) de esta ciudad.

Dado el interés que ofrece dicha reunión por el asunto a tratar, ambos Comités ruegan a los
afiliados a las citadas Secciones la más estricta y puntual asistencia.

Los Comités.

ASI VA ESPANA

Dura represión del Gobierno contra la Univer sidad de Barcelona. Sesenta y nueve profesores y veintiocho estudiantes severamente castigados

El «Boletín Oficial del Estado» del 15 de septiembre publica una orden del Ministerio de Educación y Ciencias en la que se imponen muy severas sanciones a sesenta y nueve profesores y veintiocho estudiantes del Distritito Universitario de Barcelona. Es el resultado del expediente incoado por el inquisidor profesor Manuel Batlle, en funciones de juez expecial nombrado por el Gobierno.

A los profesores se les acusaba de haber firmado una carta dirigida al rector de la Universidad de Barcelona, el falangista García Valdecasas, adhiriéndose a la que con fecha 2 de diciembre de 1965 enviaron los estudiantes y en la que combantían las Asociaciones Profesionales (nuevo sindicato de estudiantes impuesto por el Estado), mostraban su disconformidad con las disposiciones normativas de dichas disposiciones y solicitaban el sobreseimiento de los expedientes que se instruían contra un número elevado de estudiantes; de haber dirigido un telegrama al ministro de Educación Nacional en el que se pedía la destitución del rector, el reconocimiento legal del Sindicato Democrático de Estudiantes —que sigue actuando en la clandestinidad— y la suspensión de todos los expedientes en causa contra profesores y estudiantes.

Los estudiantes están acusados de participación en los disturbios universitarios del invierno pasado.

A los profesores se les separa de sus funciones por dos años; a ocho estudiantes se les inhabilita por tres años para cursar esestudios en todos los centros docentes y se les priva totalmente de los beneficios de la protección escolar por el mismo tiem-

po ; a nueve estudiantes se les inhabilita por dos años para cursar estudios en todos los centros docentes y se les priva totalmente por igual tiempo de los beneficios de la protección escolar; a dos estudiantes se les expulsa a perpetuidad de la Escuela de Comercio de Barcelona y se les priva total y definitivamente de los beneficios de la protección escolar; a dos estudiantes se les expulsa por dos años de la Escuela de Peritos Industriales de Barcelona y se les priva por el mismo tiempo de los beneficios

de la protección escolar; a cinco estudiantes se les expulsa por un año de la Escuela de Peritos Industriales de Barcelona y se les priva totalmente de los beneficios de la protección escolar por igual tiempo; a un estudiante se le expulsa por un año de la Facultad de Derecho de la Universidad de Barcelona y se le priva totalmente por dicho tiempo de los beneficios de la protección escolar; y finalmente, a un estudiante se le amonesta públicamente.

A otros tres profesores y seis estudiantes expedientados se les han sobreseido sus causas.

Esta tiránica actuación del Gobierno de Franco contra la Universidad de Barcelona forma parte de intento de sometimiento absoluto de todas las Universidades españolas a las normas fascistas del régimen. Pero actualmente eso no es ya posible y la Universidad española continuará su lucha el próximo curso por la democracia y la libertad. La represión inquisitorial que acabamos de señalar servirá de estímulo a los dignos profesores y estudiantes que mantiene ese combate.

P.S.O. E.

BURDEOS

El próximo domingo, día 25 del corriente, a las diez en punto de la mañana, celebrará esta Agrupación asamblea general ordinaria con un importante orden del día en el que figuran, entre otros asuntos, la lectura de circularea de nuestra Ejecutiva, la renovación de cargos reglamentarios y el balance de cuentas.

Todos los afiliados están en la obligación de asistir con la maxima puntalidad.

El Comité.

Toda la colaboración en español para LE SOCIALISTE debe dirigirse a:

A. GARCIA DUARTE

y estudiantes que mantiene ese combate.

69, rue du Taur. Toulouse (H.-G.)

Prohibición de un banquete de despedida al profesor Tierno Galván

Un numeroso grupo de amigos so Vega, a quien como se sabe el Gobierno le ha prohibido de por vida el ejercicio de su cátedra, organizó un banquete de despedida del profesor Tierno, que marcha a la Universidad de Princenton en los Estados Unidos. En el último momento, el ministro de la Gobernación, general Camilo Alon-

so Vega, «el garrote de Franco», ha prohibido el banquete.
Ello constituye una prueba más
de la «liberalización» del régimen, que no contento con expulsar de la Universidad a profesores eminentes lleva su espíritu totalitario hasta prohibir que
se reunan en una comida un
grupo de amigos para darles la
despedida.

El Gobierno secuestra una traducción de «La Religiosa», de Diderot

El Juzgado Especial que en Barcelona instruye los sumarios por delitos de Prensa e Imprenta, a querella del ministerio fiscal que actuó siguiendo órdenes del Gobierno, ha ordenado la recogida de la novela titulada « La Monja », publicada por una editorial de Barcelona. La obra citada es la traducción de la novela del filósofo y enciclopedista francés Dionisio Diderot, titulada « La Religieuse ». Como es sabido ,esta novela hace más de dos siglos que se publicó por primera

vez. El Gobierno francés prohibió recientemente la exhibición de una película sobre el tema del cineasta Jacques Rivette, pero la novela está a la venta pública en todas las librerías francesas, habiendo alcanzado estos últimos tiempos, a raíz de la prohibición de la película, un extraordinario éxito de venta.

La acusación del Gobierno español para la recogida de « La Monja » se basa en la pretensión de que su contenido es antirreligioso y contra la moral.

Procesamiento contra el autor de un libro

El Juzgado de Orden Público de Madrid ha dic.ado auto de procesamiento contra el escritor coruñés don Alberto Míguez, autor del libro «El pensamiento político de Castelao». Castelao es el gran dibujante gallego que murió en el exilio. El libro había sido editado en Francia y la acusación se fundamenta en supuesto delito de propaganda ilenal.

Han sido procesados los señores Ridruejo, Sastre y López Salinas

En la tarde del 11 de septiembre ingresaron en la Prisión Provincial de Madrid don Dionisio Ridruejo, don Alfonso Sastre y don Armando López Salinas.

Poco antes de las cinco de la tarde el señor Ridruejo se presentó en la Dirección General de Seguridad para ponerse a disposición de la autoridad. Más tarde se presentaron los señores Sastre y López Salinas. Don José María Moreno Galván, en las mismas condiciones que los an-

teriores, fue autorizado a demorar su ingreso en prisión por encontrarse convaleciente de un accidente de automóvil en el que resulto herido.

Las causa son que se han negado a pagar las multas que les fueron impuestas por haber asistido el pasado 20 de mayo a una asamblea libre de estudiantes, celebrada en la Facultad de Ciencias Económicas y Políticas de la Universidad de Madrid.

Propuesta de expulsión contra cuatro estudiantes de Madrid

Acusados de haber participado en una asamblea libre de estudiantes celebrada el día 10 de
diciembre último en el Aula Magna de la Facultad de Ciencias
Políticas y Económicas de la
Universidad de Madrid, fueron
sometidos a expediente cuatro

estudiantes, entre ellos una muchacha. El juez instructor ha propuesto al ministro de Educación y Ciencias la expulsión de dichos estudiantes durante dos cursos del Distrito Universitario de Madrid.

Voces de España

Las oligarquias y los grupos de presiôn

A raíz de la publicación de la nueva ley de Prensa, parece como si los españoles tuviésemos la manía de cultivar un insano derecho de diatriba y disconformismo con fórmulas y actitudes que pacientemente hemos venidos de la como de

Tal es la plétora de comentarios, encuestas, opiniones y soluciones que salen al palenque político diario, con el pretexto de remediar los males que nos aquejan. Diríase que, desde que la polémica de las armas cesó en 1939, el pueblo español no tenía nada que decir nada de qué protestar, ni nada que pedir a sus gobernantes; bien que existiendo un régimen totalitario, en sus raíces y finalidades, era obvio que las voces discrepantes fueran acalladas con una furia represiva sin precedentes en la Historia.

Hasta podríamos afirmar que los socialistas, que nunca dejamos de hacer oir nuestra voz, no alcanzamos la fortuna de ser escuchados en aquellos organismos internacionales que, comprendiendo la justicia de nuestra causa, no tuvieron la valentía de prestar calor a las reivindicaciones que en favor de la clase trabajadora estaban moralmente obligados a defender.

Ha tenido que llegar esta hora de encrucijada, en la que las angustiosas previsiones se abren paso con exigencias de urgencia, para que se vayan abriendo nuevos horizontes prometedores de un mañana más lisonjero.

Sin embargo, la atonía del cuerpo social está tan generalizada, que en extensas capas del salariado no se valoran debidamente los hechos, ni se muestra el interés que es debido, precisamente porque falta un evidente sentido de responsabilidad, una educación obrerista, liberal y democrática que impide ver, con proyección nacional, los problemas que tanto nos afectan.

El trabajador actual se desinteresa de todo aquello que no presente una realidad crematística, sin pararse a pensar que las mejoras que ha conseguido tienen un disfraz tras el cual se adivina la fina pero recalcitrante explotación del esfuerzo humano.

No es necesario acudir a clfras espectaculares. El trabajador de cualquier actividad tiene un salario base, sus incentivos, sus pluses y sus «extras» que, sumados, totalizan cantidades sustanciales. Pero nadie se ha parado a pensar que todas esas cantidades «no cotizan», y a efectos de la protección a que aspira el asalariado, las cotizaciones patronales quedan reducidas en muchos casos al 50 por 100 de la nómina real.

He aquí un sistema de explotación capitalista que demuestra bien a las claras que siguen dominando las oligarquías y que muchos preceptos legales son letra muerta para los patronos.

No queda ahí la explotación

de los trabajadores, puesto que todos sabemos que en las industrias, en las oficinas y en los talleres, además de la jornada legal y del salario que por la misma percibe, se ha generalizado un bonito sistema de contratación mediante el cual se hacen trabajos «ajustados» o «a prima determinada» que no se pagan como horas extraordinarias, sino a un tanto alzado que el trabajador, siempre necesitado de ayudas -por este medio o por el llamado pluriempleo— ha de aceptar, a trueque de hacer jornadas agotadoras, que casi siempre suman, al cabo del día, entre las diez y las doce horas de trabajo efectivo.

Más estos sistemas y las restricciones de todo orden que las empresas practican no admitiendo personal cuando los negocios lo exigen, crea una verdadera crisis que se va acentuando paulativamente, pero que no tardando mucho acusará el espectro del paro.

Todavía hay otra vertiente del problema que ya ha sido objeto de serios comentarios y preocupaciones por parte de aquellos economistas que, no estando implicados en las responsabilidades oficiales, advierten con previsión los peligros de su desarrollo: es la agresiva limitación de edades que se advierte en las demandas de nuevos puestos de trabajo, hasta el punto de que las personas que, por su desgracia, hayan pasado de los 40 años y quedan sin empleo, difficilmente se podrán colocar en los más elementales y sencillos.

Es decir: cuando la edad del trabajador que, por su experien-

A B O N N E M E N T S et REABONNEMENTS

au nom de :

Roger SOUTHON

12, Cité Malesherbes - Paris-9

C. C. P. 18 585 03 — Paris

cia y constancia, podría considerarse óptima, la «manía» modernista de «promocionar jóvenes» condena a la masa más eficiente y experimentada al más irritante ostracismo, cuando no al paro vergonzante.

No somos tan cerriles que no admitamos esa promoción de la juventud como un movimiento lógico, cíclico, necesario y renovador de la vida laboral en todos sus aspectos. Nuestra simpatía ha estado y está con las generaciones jóvenes que, con su empuje, nuevas técnicas y sistemas adecuados, no sólo vienen a procurar la transformación industrial que los tiempos demandan sino a insuflar su potencia creadora en la economía general.

Pero volvamos a parar nuestra atención en punto tan importante como es esa forma solapada de explotación que, mansamente aceptada, puede conducir al país a una encrucijada de impotencia, que a todos nos dañaría.

No en vano venimos insistiendo, desde nuestros medios de expresión y con nuestra lucha sin descanso en la clandestinidad a que estamos sometidos, en la defensa de los postulados que consagren para la clase trabajadora española un nivel de vida actualizado, una libertad de sindicación incondicional, una libertad de contratación legítima una modificación substancial de los contratos de trabajo, reajuste de jornales y jornadas de trabajo; representatividad efectiva y democrática de los asalariados, con independencia y separación absoluta de las organizaciones industriales o patronales, como única fórmula viable de la dignificación e independencia del trabajador.

En un mundo que avanza por todos los ámbitos y todos los pueblos hacia un socialismo constructivo, no podemos los españoles quedar fuera, ni esperar indefinidamente a que el capitalismo más podrido y retrógado de Europa pretenda mantener sus privilegios y siga explotando a quienes dan su sudor y su vida por el engrandecimiento de la nación.

Esta es la razón de la lucha de nuestra querida UNION GE-NERAL DE TRABAJADORES DE ESPAÑA, cuya historia seguimos escribiendo con nuestra sangre y nuestro esfuerzo los españoles que no aceptamos la dictadura ni sus procedimientos, prosiguiendo cada día con más fádicha lucha hasta la victoria final sobre toda clase de explotadores.

MASIN.

Carta abierta al diputado Hans Matthöfer

ESTIMADO COMPAÑERO : Como afiliado a la UGT en Alemania, me siento en el deber de manifestarle mi opinión sobre las actividades que, como diputado del Partido Socialdemócrata Alemán y dirigente del Sindicato de la Industria Metalúrgica (IG Metall), viene Vd. desarrollando en torno a la cuestión sindical española. Ante todo vaya por delante mi convencimiento de que tales actividades obedecen a la mejor buena intención. Por ello, le doy las gracias, y, también, por los incansables esfuerzos del «IG Metall» por consequir que mis compatriotas en Alemania adquieran los conocimientos sindicales y sociales que el franquismo les ha negado. A estos es-fuerzos se refería Vd. en su entrevista del 10 de agosto con el periódico «NRZ», de Düssel-dorf, cuando decía que «adecelebramos cursillos para españoles, muy nutridos de participantes, sobre la estructura del Sindicato, Derecho Laboral, His-

toria de los Sindicatos...»

Añadía Vd. que también se habla en esos cursillos «sobre la necesidad de los sindicatos unitarios en España». Aqui es donde me permito el primer reparo, consistente en que debería Vd. deja a los españoles que decidan ellos mismos el tipo de sindicalismo libre que más les interesa. Yo veo una relación evidente entre estas palabras y las que pronunció Vd., según el periódico «Le Monde» del 5 de agosto, ante el Tribunal de Orden Público en el proceso contra Montesinos y sus amigos, cuando dijo que «la Alianza Sindical Obrera responde a la idea que se tiene en Alemania de lo que debe ser un sindicato legiti-mo». En Alemania se tiene la idea de que la libertad de asociación es un principio inviolable, y esto es lo que debió Vd. decir, en lugar de usar la palabra legitimidad sólo con respecto a la ASO, que es la organización en la que piensa Vd. cuando filosofa sobre «la necesidad de los sindicatos unitarios en España.»

En las declaraciones al mencionado periódico «NRZ» explicó Vd. también que «la ASO es especialmente adecuada para una transformación pacífica de los sindicatos existentes». Yo no sé a qué puerta llama Vd. con esta «recomendación» en favor de sus protegidos, pero en todo caso tome nota de que sería asquerosamente inmoral dirigirse a los falangistas. Más acertada estaría la ASO si procurara ganarse el ascendiente que no tiene donde hay que ganárselo, es decir en las fábricas y en la calle, y no en las covachuelas del sindicalismo vertical, en las que no le da reparo penetrar, según el número 6, página 14, de la revista «Ruedo Ibérico». Pero ya lo dice el propio Montesinos : «Sí Amsterdam y en Perpiñán tunciona la Alianza Sindical Obrera, pero no está jerarquizada ni existen comités». ¿Qué organización es ésa, que carece de comités? ¿Qué presencia puede tener en las calles y en la fábricas?

Claro, se podrá alegar que estas declaraciones ante el Tribunal de Orden Público, reproducidas en «La Vanguardia», obedecen sólo al propósito de cubrirse contra los golpes de la represión. Ese argumento no lo puede emplear Vd., porque según sus propias declaraciones en el «N. R.Z», «la A.S.O. trabaja ilegalmente, pero no secretamente». también el Montesinos que él «no ha estado nunca afiliado a la Alianza Sindical Obrera». Otra prueba de que la ASO da la cara. La próxima vez, cuando ese «sindicalista» venga a Frankfurt, en uno de esos numerosos viajes que hace con dinero que no se sabe de dônde vienen, procure Vd. ponerse de acuerdo con él.

De todas formas al decirle al

«NRZ» que la ASO «no trabaja secretamente», ha expuesto una gran verdad : la de que es tolerada por el Régimen. El resultado del proceso de Madrid, con la práctica absolución de todos los encartados, lo demuestra. Ha bastado con que Montesinos y sus amigos no apretaran demasiado las clavijas y dijeran que no son de la ASO. El Tribunal ha hecho como que se lo creía, y todos tan amigos. Ahora, a seguir «transformando» los sindicatos verticales y justificando, como se pueda, las asignaciones en dôlares que llegan puntualmente a principios de mes. Al Régimen, por supuesto, eso le va. ¿Cómo no le va a ir de perillas tolerar a una organización «oposicionista» que tiene la gran ventaja de no existir, ni como organización ni como grupo auténticamente oposicionista, pero de la que habla mucho la prensa internacional, gracias a la propaganda que, por ejemplo, le ha hecho Vd.? La mascarada

democrática es perfecta. Uno de los episodios de la mascarada es el proceso de marras. A mí no me parece ninguna casualidad el hecho de que, precisamente dos días después del proceso, en el periódico «Die Welt», que como sabe Vd. es uno de los más importantes y reaccionarios del país, apareclera en primera página un gran artículo, con una fotografía de Fraga Iribarne, en el que se en-tona un canto triunfal a la supuesta «democratización» que está en curso en España. Repito que la fecha no es casual. proceso había preparado el terreno a los plumíferos del mencionado periódico, que sólo es-peraban la ocasión.

El proceso y las numerosas declaraciones que ha hecho Vd. a su regreso en Frankfurt. Leepor ejemplo, que al preguntarle el periodista del «N.R. Z.» si considera Vd. asequible un cambio de la situación sindical, contestó: «Sí; aunque no de hoy a mañana. Dentro de unos cinco meses será implantado en España un nuevo sistema sindi el cual con toda seguridad constituirá un paso en la dirección correcta». Por cierto que ante esta seguridad en la profecía, uno se pregunta automá-ticamente si no habrá estado Vd. hablando con Solís. Pero es posible ; admitido. Estas afirmaciones tan exactas están basadas posiblemente en informes de la ASO, porque ésos sí

tienen buenas relaciones. Volviendo al tema resulta para mí, extraño que un sindicalissocialista además, considefactible una mejora real, y hasta una solución aceptable de la cuestión sindical española sin un previo cambio de régimen. Pero parece que, desgraciada-mente, es así. Dentro de cinco meses vendrá un nuevo sistema sindical, más adelante otro que mejorá al primero, y así sucesivamente. La «democratizaen marcha. El régimen. ¿quién lo iba a decir?, va a devolverle al pueblo español que de manera tan criminal le robó. Pues entonces, ¿para qué molestarse e incordiarle? Es lo que dice el «Die Welt».

Usted, por su parte, no le quita la razón, pues no hay en sus entrevistas con los periódicos ni una palabra dedicada a las luchas y a los sufrimientos y sacrificios del pueblo español por recuperar sus derechos. Leyéndole, uno cree tener que llegar a la conclusión de que los hombres «modernos» y «tecnócratas» de la nueva ola franquista van a resolver ellos solitos los problemas, con tal de que se les deje tranquilos. Es una impresión falsa, pero eso no lo sabe todo el mundo. Sus declaraciones no

me parecen muy afortunadas.

Como sabe Vd., el punto de vista de la UGT, que compartimos todos sus afiliados en Alemania, es que lo primero es acabar con el régimen de granujas y asesinos que nos mal gobiernan Nosotros nunca nos haremos la ilusión de que bajo el

Régimen actual —con Franco o sin él — vamos a tener la posibilidad de trabajar por nuestros objetivos, porque somos socialistas, y como tales nuestros objetivos no tienen ni tendrán cabida en la «democracia» franquista que Vd. nos anuncia. Eso no es necesario que se lo diga, porque le consta.

Lo máximo que cabe esperar del Régimen es una «libertad» controlada, y desde luego aparente, en un terreno muy restringido de reivindicaciones sa-lariales. Y sin embargo esto puede ser suficiente para que lance las campanas al vuelo y pretenda haber resuelto la cuestión sindical, posiblemente la grave que tiene planteada el país. ¿Vamos nosotros a participar en el juego? No España no será un país normal en tanto que exista ese régimen, y esto hay que ponerlo en evidencia y mostràrselo tantas veces como sea necesario a quienes deben saberlo, no colaborando con él ni aceptando «soluciones» a medias

Un ejemplo de colaboracionismo lo tiene. Vd. en la consigna lanzada por la ASO para que los trabajadores participen en las próximas «elecciones sindicales». Fuerte participación: ¿no padría ser interpretado eso como un sîntoma de que en España se va entrando por cauces de normalidad sindical? Lo grave para el Régimen, lo serio, sería que los obreros se abstuvieran en masa. Pero eso les tiene sin cuidado a los señores de la ASO. Lo que les interesa ellos es meter el pie dentro de los sindicatos verticales, con el pretexto de que van a «transformarlos». Un pretexto que podrá desorientar a algunos inocentes, porque el proceso de Madrid es posible que haya dado esos señores una cierta aureola de «màrtires de la democracia». Pero nosotros estamos al cabo de la calle. Tenemos motivos muy fundados para cospechar que se trata de una aureola fabricada con premeditación, con el propósito de que alguien caiga en la trampa y diga que la ASO es un interlocutor «adecuado» para discutir con los falangistas.

Mientras tanto, Arcadio González, también muy conocido en Alemania, ha sido condenado a dos años de cárcel por repartir propaganda de la ASO en Ponferrada. ¿Quién decia que la ASO no es una organización anti-franquista? Imagino el tono triunfal de sus dirigentes al exhibir este argumento, de los mismos dirigentes que han sido absueltos, y con toda seguridad, vendrán ahora a Alemania a mostrar sus «heridas» y a tomarse de paso unas cañas, en tanto que el pequeño repartidor de octavillas tiene que pasarse dos años entre rejas. ¿Hasta cuándo la comedia? Una cosa quiero pedirle a Vd, y es que intente hacer algo por esa pobre victima de la ASO y del franquismo.

Volviendo a la comedia, ésta durará hasta el momento en que sea cerrado el grifo de las divisas y del apoyo extranjero, que fluye en virtud de una palabra mágica: «unitarismo», de la que dicen ser adictos los individuos de la ASO, cuando en realidad todo el mundo sabe que son unos vulgares y corrientes escisionistas. Se trata además de una palabra que —y esto sí que es un milagro— hace posible negociar con los falangistas sobre el futuro del sindicalismo español sin ruborizarse de vergüenza y de asco. No es este el unitarismo que nosotros conocemos en Alemania, intransigente con el fascismo hasta las últimas consecuencias. Pero es natural. En Alemania este sistema nació de unas bases sanas, de un consenso popular, mientras que en España es el negocio de unos cuantos señores que no tienen que rendir cuentas a nadie, y que, en su desaprensión, acabarán por identificar al unitarismo con los sindicatos verticales y con el fascismo. Nosotros sentiríamos que una palabra tan bella tuviera tan triste acabamiento.

ESPIGANDO

(Viene de la página 5) tras el rey se derrite por ganas

Dice también el señor García-Arias que tanto en la Primera República como en la Segunda, el cantonalismo y los Estatufragmentaron España mientras la monarquía mantuvo la unidad nacional. Lástima que haya en España hombres de leyes que no conozcan la historia patria. No parece sino que los republicanos -del 73 y del 31- se empeñaron en destrozar la unidad nacional. No ve este señor García-Arias el problema autonomista, o como gustan llamarlo los malintencionados de toda laya, el «separatismo». Este problema, como tantos otros que no supo ni quiso resolver la Monarquía, la República trató de resolverlo las dos veces, en el 73 y en 31. Por la fuerza de las cosas, también en el período último de la monarquía constitucional se planteó el problema autonómico. No fue mucho lo que se consiguió: la Mancomunidad se consiguió: la Mancomunidad catalana. Esto hubiera podido er el principio de la soluon autonomista, no sócatalana sino de todas las acionalidades españolas. El esadón de Miguel Primo de Rivera, con el asentimiento del rey de entonces, anuló la Mancomunidad. La Segunda República quiso, con los Estatutos, liquiar para siempre ese problema que no es tal sino organización distinta del Estado español. El francofalangismo, como en otras tantas cosas, decretó que no hay problema, y no lo hay. Unidad nacional a todo pasto. Mañana.

Pretende el señor García-Arias que con la monarquía vendrá el orden y la paz. ¿Cómo? Después de treinta años diciéndonos, a redoble de tambor y banda de trompetas, que la paz está instaurada y garantizada por la legalidad vigente, ahora tenemos que esperar a que España sea una monarquía para «...sin retrocesos, en el orden, en la paz,

progresar...»

Vean ustedes por dónde se re-

LA PRENSA

suelven los problemas. ¿Federalismo? ¿Estatutos? ¡Garambainas! Unidad nacional sobre la égida de la monarquía. ¿Justicia social? ¿Quién la ha defendido mejor que la monarquía, y, sobre todo, el que hoy encarna la Institución? Seguramente son perezosos los españoles en entender y comprender

Treinta años de democracia orgánica, de justicia social, de Fueros de los Españoles, de evolución y progreso constante en todas las actividades nacionales; algunos aspectos de la organización estatal -Sindicatos, Seguros sociales, Concentración bancaestán en la punta más avanzada con respecto a otras naciones. Nadie ha organizado mejor que el Estado francofalangista la emigración masiva de trabajadores, Mientras tanto, los monárquicos... Hoy les tiembla el corazón sólo al pensar que el salvador, el previsor, el conductor de los destinos patrios pueda morirse de un momento a otro de espasmo o de garrotillo. Piensan en el emplasto, digo, en la monarquía... legalmente pre-vista. Prevista ¿por quién? Topamos, aunque el señor García-Arias se lo calle, con las Leyes Fundamentales. Este es el defecto. Y al señor García-Arias, abogado, hombre de leyes, no repara en que el pueblo -todo el pueblo- tiene que decir algo en todo esto.

Que se hagan elecciones piebiscitarias con toda libertad, con sufragio directo y secreto, y lo que salga de las urnas que se acepte por todos los españoles. Mientras eso no se haga, y aunque el señor García-Arias nos endose eso de apasionados e ignorantes, continuaremos gritando ¡Viva Cartagena!

J. de RAVALET.

P.S. — En nuestro trabajo último, publicando el 8 del corriente, se omitió consignar el nombre de Indalecio Prieto como autor del discurso pronunciado en 1947 al cual nos referíamos.

PROPOS DE VACANCES

(Suite de la 2^{me} page.) il y a 4 ou 5 ans et qui a duré de longues semaines.

Nous avons vu les impressionnants piquets de grève, les fours à coke, les hauts fourneaux, les convertisseurs, les laminoirs immobilisés.

Nous avons rencontré ces hommes formant les piquets plantés, têtes ensanglantées, face à des « policiers permanents d'usine » armés de gourdins et d'armes à feu.

Nous nous souvenons des grèves mémorables des houilleurs déclenchées sous la direction de John Lewis, un des anciens militants les plus connus.

Nous avons suivi les grèves récentes à caractères professionnel immobilisant les transports terrestres et aériens.

Les Américains sortent d'en prendre.

Ce furent d'abord les « volants » qui obligèrent les touristes à prolonger leurs vacances européennes avec ou sans le sou, dépouillés, attendant à la traîne la fin de la grève des aviateurs.

Celle des mécanicions qui, pendant 43 jours, a rebloqué ces jours derniers tous les transports par air pendant des jours et des semaines, vient de prendre fin.

Nous pourrions en évoquer d'autres, recourir aux statistiques. Point n'est besoin.

En vérité, malgré des conditions de travail incontestablement supérieures à celles qui sont faites aux travailleurs d'Europe occidentale et à fortiori dans les pays européens vivant sous des dictatures, il y a aux Etats-Unis comme ici une lutte constante d'intérêts entre les producteurs et les travailleurs.

La lutte de classe sévit làbas comme ici. C'est sans doute là que la doctrine marxiste est la plus probante.

Les aspects politiques sont

VAUANUES
différents les causes et les ré-

Félix NEPUMUC.

différents, les causes et les réactions sont identiques. Là-bas comme ici le travail-

La-pas comme ici le travailleur manuel ou intellectuel doit louer ses bras ou son intelligence à un maître. Et ce maître est à la mesure du continent et d'un système bancaire centralisé à outrance.

De petits patrons, il n'y en a plus.

Il n'y a plus que les grands ou, plus exactement, les monstres : les holdings et les financiers, le gigantesque veau d'or.

Et que revienne un jour ce qui est souvent arrivé et, no-tamment, en 1939, une de ces crises propres au capitalisme et inévitables dans ce régime, et vous assisterez malgré les apparences d'une richesse — parfois bien fausse et qui à côté d'un standing relativement élevé garde des séquelles de détresse souvent comparables à celles qui subsistent dans nos vieux pays — à des conflits et à un bouleversement général.

On ne l'intitulera peut-être pas choc colossal de lutte socialiste-marxiste. Elle n'en restera pas moins le fruit d'une même origine.

Là-bas comme ici, ce sera la conséquence des mêmes iniquités, d'un système où une infime minorité exploite une immense majorité.

Ce sera une bataille, une guerre de classe entre le capital et le travail, celui-ci ouvrant la marche, le drapeau syndical largement déployé.

Le nom de l'étendard ne sera pas identique, la couleur sera pareille.

Tout bonnement une banale question de nuances. Cela dit, que l'on ne se mé-

prenne pas sur le contenu de ces propos. Entre l'ami Larock et votre

serviteur, il n'y a pas la moindre ombre de discordance. Il s'agit tout bonnement d'une question d'optique.

★ Una nueva iglesia

De un artículo reciente de KS. Karol, « Nouvel Observateur » :

«...La « gran revolución cultural » pone la primera piedra de una verdadera iglesia maoista, pero consagra igualmente una escisión verosímilmente definitiva con la U.R.S.S. y con la casi totalidad del movimiento comunista mundial. Para Mao, «sovietismo» y «revisionismo» son sinónimos y expresan una perversión de espíritu indigna de los verdaderos comunistas. El « revisionista » es un egoísta, un inestable en el que no se puede tener confianza, ha explicado a los « guardias rojos » que se han encargado de depurar la administración china de los elementos sospechados de semejantes vicios. Habiendo decretado que los soviéticos encarnaban el mal; habiendo permitido que todos los acusados de parecérseles sean ex-pulsados de China, como los peores enemigos de la revolución, Mao no puede pensar en ninguna acción común con la U.R.S.S., so pena de desorientar totalmente y desmoralizar a sus propios parti-

« Lo que hay de paradójico y de trágico en la situación actual de los chinos es que, para consolidar y volver a impulsar la revolución tal y como la entienden, han adoptado una línea dura que les impide toda maniobra en sus relaciones con el bloque comunista, al mismo tiempo que corre el riesgo de reducir la irradiación de la revolución china en el mundo. Ya que si es verdad que los movimientos de masa son la mejor escuela para los revolucionarios, los que se desarrollan actualmente en China forman un tipo de militantes muy particular, de un carácter casi religioso y más condicionados por el hecho de que China es un país esencialmente rural que por la vieja tradición del movimiento obrero del Occidente ».

* Hasta donde puede llegar la obsesión del éxito literario

Un niño, Olivier, una mañana de sol de una playa portuguesa, se lanza al mar y nada hasta morir después de haber escrito una última nota en sus cuadernos : siguiendo el ejemplo de las gaviotas iba a llegar hasta el cielo por el mar. El diario de este extraordinario suicida de doce años iba a ser publicado en Paris este mes de octubre, por el « Mercure de France ». Habian muchas cosas extraordinarias más: la historia de su viaje en el vientre de su madre y unas cartas de amor apasionado a su madre.

« Blanco es siempre el sol de los locos, blanco el sol de mi noche ». Estas imágenes, muchas anomalías más, han acabado por alarmar los editores, que han recurrido a grafólogos y a labora-torios especializados. El caso, raro, corresponde verosimilmente a una madre mitómana que ha inventado tal vez el hijo que hubiera querido tener, y lo ha hecho desaparecer en una tragedia

★ Sicología Este-Oeste en Madrid

Sin salir del dominio de la sicología extraordinaria resumiremos una correspondencia parti-cular de « Le Monde »: en Madrid acaba de celebrarse el cuarto congreso mundial de siquiatría, que ha reunido, bajo la dirección del profesor francés doctor León Chertok, más de tres mil quinientos médicos, comprendiendo a la especialistas de Europa Oriental y especialistas de todos los países occidentales, cosa ya no extraordinaria en las inmediaciones de El Pardo, tal vez para compensar la llegada de cerca de treinta mil americanos más, procedentes de las bases evacuadas en Francia.

Dos informes, de un doctor de Los Angeles uno; de un doctor de Berlin-Este, el otro, trataron de encontrar un común denominador a la práctica de la siquiatría humana, lo que no debía ser dificil. El doctor americano, por ejemplo, había pasado catorce meses en el Instituto de Investigación sico - neurológico de Bechtyerev, en Leningrado. Ha elmundo

GERONTES

La palabra viene del griego y significa viejo. Los ancianos del senado de Lacedemonia debían tener por los menos sesenta años. Hoy existe una rama de la medicina, la gerontología, que trata de mantener en el hombre el vigor de los años mozos, como soñó el doctor Fausto. En el teatro francés, Geronte fue el nombre habitual del padre o del personaje grave de las comedias. Los primeros Gerontes no fueron ridículos, pero, desde Molière, se vieron cargados de todos los achaques y de las más cómicas torpezas.

Los fascistas españoles han tenido des-de siempre lazos estrechos con la mala literatura, y muy especialmente con un cierto preciosismo poético nada ejemplar. Estos lazos explican sicológicamente la necesidad de que desapareciera Federico y de que Antonio Ma-chado, primero de tantos otros, fuera a sem-brarse en el destierro. En los tiempos prehistóricos de las JONS, Giménez Caballero, en la primera revista fascista española, «La conquista del Estado», hizo un consumo abundante de gerontes, contra los que partían buena parte de las flechas uncidas al yugo. Lo esencial era acabar con los gerontes, con lo viejo y podrido... Así hemos llegado a una España

en plena gerontocracia, dirigida por un geron-te, y cuyo ulterior destino corresponde, en pura teoría oficial franquista, a un Consejo de Regencia compuesto de gerontes.

Uno de estos regentes y gerontes, mon-señor Olaechea, 77 años, acaba de dimitir para conformarse a un « Motu propio » del Pablo VI. En efecto, desde este último mes de agosto, sacerdotes y obispos tienen en común una edad de jubilación: 75 años. El primado de España es cerca de dos docenas de años más viejo que el arzobispo de Valensusceptible o invitado. El primado, hombre eminente de la « Cruzada », operación condenada por la Iglesia desde Juan XXIII, tiene otro motivo de meditaciones sombrías. En sus archivos hay estas conclusiones del Concilio: « De todas formas es inhumano que la autoridad política caiga en formas totalitarias o en formas dictatoriales que lesionan gravemente los derechos de la persona o de los grupos sociales». Y en España las formas son, a la vez, totalitarias y dictatoriales.

El poeta cantor Georges Brassens empleando una palabra muy corta y muy francesa, a cuya traducción tengo que renunciar, dice que la edad no tiene nada que ver con la cuestión. Es posible que un joven imbécil sea menos siniestro que un viejo cretino, pero la graduación puede ser difícil, las estimaciones invertirse, ya que lo esencial es la calidad. Franco, joven general en Marruecos, no es particularmente más estimable que en viejo caudillo declinante. Hay obras de vejez vibrantes, como las de Picasso. Los últimos años de Pablo Iglesias son la juventud de España.

No son los años los que estorban en la jerarquía eclesiástica española, es su asociación, en un momento grave, con la empresa fascista internacional que ha conseguido per-durar hasta hoy en « democracia orgánica », por cierto lo peor organizada posible, si debemos dar crédito a un informe reciente de los expertos europeos de la O.C.D.E.

Trescientos obispos de la Iglesia católica quedan afectados por la decisión del Papa. En esta cuestión el Vaticano no hace más que

seguir, tres años después, con esa lentitud de quienes creen en la eternidad, uno de los votos del Concilio. El cardenal belga Suenens dijo en noviembre de 1963 : « La edad crea un corte entre el obispo y el mundo. Basta con mirar lo que pasa en los sitios en donde son ancianos los que dirigen las diócesis. Ya que pedimos un límite de edad para los curas, pongámonos nosotros también un límite de edad. En otro caso se nos dirá : « Médico, empieza por curarte tú »

El Papa trató primero de convencer a al-gunos cardenales romanos de « la vieja quardia »: al cardinal Pizzardo, prefecto de la Congregación de los seminarios, 89 años, y al famoso cardenal Ottaviani, 76 años, prefecto del que fue hasta hace poco Santo Oficio ; pero las alusiones no bastaron. Pablo VI adoptó una táctica prudente, que, según nuestras noticias, se emplea también en España, donde, si los obispos tienen que proceder de la terna propuesta por Franco, según el Concordato que Roma quisiera revisar, nada impide en contra al Vaticano el nombrar adjuntos que sigan de cerca a los prelados más reticentes a los nuevos vientos cristianos que se levantan.

El cardenal Pizzardo se vió de pronto, y sin ningún precedente, dotado de un adjunto francés, monseñor Garrone, prácticamente con derecho de sucesión. Y el que fue entusiasta animador del Santo Oficio, se encuentra flanqueado de un prelado belga, monseñor Charles Moeller, cuya obra mayor, « Literatura del siglo XX y cristianismo », es una crítica literaria, humana y liberal, llena de verdadero espíritu cristiano, es decir, muy lejos de los esca-

pularios de los regulares. Esta actitud de la Iglesia conturba naturalmente a una buena docena de jefes del Estado. Petain estuvo a la cabeza de una mini-Francia cuando ya no disponía que de algunas horas de lucidez por día; Roosevelt, en Yalta, no era ya más que una sombra; Churchill, según su médico y enemigo íntimo, estaba en sus últimos años de poder entre dos aguas. Seguimos en pleno problema de los gerontes, incluso si se encuentra (como dos renglones de noticia en la prensa han prometido) que la vejez radica en un virus que impide la renovación normal de los tejidos, contra el que tal ver una vacuna apropiada. (Salomón intentó hasta la más agradable que moral de recalentarse entre jóvenes vírgenes) permitirá vivir una juventud eterna, de no haber accidentes mecánicos. El problema es inmenso, pero so-bre todo en donde el poder no conoce ese necesario antidoto de la libertad.

En un libro reciente he encontrado esta vieja y actual observación de Alexis de Tocqueville, que me ha impresionado mucho : « Sólo Dios es capaz de ser todopoderoso sin volverse loco ». El poder sin limites eleva a la locura. Yo temo cada vez que pienso en los hombres que tienen sus manos cerca de los botones que pueden desencadenar una con-tienda mundial. Nosotros, españoles, tenemos un geronte en el Poder, sin más límites que sus deseos, desde hace treinta años. Incluso si es gallego cauteloso, la senilidad omnipotente es algo temible. El autoritarismo caprichoso, como las complicaciones cardio-vasculares, crecen con los años. En todo caso, es seguro, la ju-bilación de los obispos no ha sido para Franco motivo de júbilo o de Jubileo. A. B.

provisionalmente entre paréntesis lo que es y lo que piensa, para tratar de comprender y de apreciar positivamente, incluso sin compartirlo, el punto de vista del otro. El filósofo griego Zenón Elea decía ya hace siglos: « El Creador nos ha dado dos orejas y una boca para que oiga-mos dos veces antes de hablar». Por su parte, el profesor Dondeyne define el dialógo fraternal como un esfuerzo común para entrar en el pensamiento y los sentimientos de otro... Quiere sim-plemente decir que cada uno de nosotros debe empezar por escu-

de los interlocutores, en poner

ESPIGANDO LA PRENSA

Desde España, un buen amigo nos manda un artículo aparecido en no sabemos qué revista. ¿En «Mundo»? ¿En «Gaceta Ilustrada»? Qué más da. El artículo se titula «¿Por qué soy monár-quico?», y va firmado por un senor que se llama Amalio García-Arias Gonzalez. A pesar del título, aclara este señor que no es monárquico. «Lo que soy -dice es padre de familia numerosa, abogado, más bien pobre, español de Aracena, católico y algunas otras pocas cosas más, que no hacen al caso. »

Con esta tarjeta de presentación nos dice que lo de monárquico se reduce a tener opinión, ésta consiste en «...creer que todos esos valores humanos permanentes o entrañable podrán ser vividos en paz, si en nuestro país se consolida la monarquía legalmente prevista (el subrayado es nuestro) y si no se abre un período revolucionario, propicio a la violencia y al caos

social y político. »
Por un «proceso racional» ha llegado el señor García-Arias a convencerse de que España «es» monárquica. «Frente a la España, dice, como proyecto utópico que se manifestó en 1873 y en 1931 y que expresó su fragmentación en el cantonalismo primero y en los Estatutos después, aún subsiste la España real, a la que la monarquía dió el ser y la unidad...». Y tan entusiasmado está este señor con la monarquía —eso sí, sin ser monárquico que se embala y dice cosas como estas: «De ser monarquía, puede venirle a España en la hora actual nada menos que la continuidad sin retrocesos, en el orden, en la paz y en el esfuerzo para progresar. De ser monarquía, puede venirie también la posibilidad de la plena realización de una de las exigencias más acuciantes para todos los pueblos en el siglo que corre: la justicia social. En efecto, las bases imprescindibles para que se realice esta justicia son: un poder al que no pueda acusásele de demagogia, no sometido al poder de quienes le votaron y que por encima de cualesquiera presiones sociales, pueda com nuar, sin aceleraciones revolucionarias ni interrupciones interesadas, el ritmo prudente de socialización que permitan las circunstancias y exija el bien co-mún.» «Esta última razón para opinar en favor de la monarquía puede parecer muy dogmática. Pero es tan decisiva que hoy por hoy descartaría el sueño de cualquier utopía republicana, si no lo descartara ya la legalidad vigente.» (Continuamos subrayando nosotros).

Bien se ve la carga emocional de estas «razones», aun que el autor en otro párrafo diga lo contrario. Si no fuese así ¿cómo un ilustre abogado podría decir -y descarriar- que la solución al problema político está en la monarquía simplemente por ser monarquía? Atengámonos a las afirmaciones de este señor.

España, dice, «es» monárquica. ¿A qué espera, pues, la monarquía para «hacerse» presen-te? Dónde está esa España monárquica que consiente que un caudillo militar la sojuzgue mien-

ternal:

P. PIRE : Estrictamente ha-blando, el diálogo fraternal con-

siste ante todo, para cada uno

bastado evitar la discusión doctrinal de las teorías y plantear los problemas prácticos de trabajo sobre un material común. el hombre. Un doctor Hegemann, de Alemania del Este, a riesgo de Ulbricht, declaró incluso que «la ciencia era más fuerte que las ideologías». «Al cabo de dos horas de intervenciones era manifiesto que entre los siquiaorientales no existía una opinión monolítica a proposito de la etiología y del tratamiento de las enfermedades mentales». Lo que es buen signo y permite todas las esperanzas.

El doctor Snezhnevsky, Unión Soviética, analizó el caso presentado por un colega americano y concluyó: « Yo no veo diferencia entre los conceptos y puntos de vista del Este y del Oeste. La investigación biológica es la misma en los Estados Unidos que en Unión Soviética. Entre Moscú y Leningrado hay también diferencias: no es más que una cuestión de escuela».

Se han discutido, sobre todo, casos de sicología individual. En el cuadro de la sicología colectiva nosotros hubieramos propuesto algunos temas:

«Sicología comparada de un personaje imaginario, Don Quijote, y un personaje tristemente

«Condicionamiento de las muchedumbres, de la Cruzada y el fascismo al occidentalismo bien retribuído».

* Cicero

Cicero es un arrabal popular de Chicago, que el pastor Martín Luther King y los partidarios de la integración racial en los Estados Unidos tratan de conquistar, lo que será una difícil victoria. Cicero es la capital del racismo en el Norte de los U.S.A. Los disturbios recientes han expulsado de Cicero todos los negros que habían intentado establecerse en su recinto.

Cicero tiene también otra historia nada ejemplar: fue la capimundial de los «gangsters» en los tiempos de Al Capone y su rival el florista O'Bannyon.

No es imposible que los dos fenómenos mantengan relación de causa y efecto.

* El diálogo fraternal

Este breve texto ejemplar está sacado de un libro reciente, «Bâtir la paix», que reproduce diálogos entre el padre Pire, premio Nóbel de la Paz, y el doctor Dricot, fundador en el Pakistan de la « Isla de la Paz »:

por el hecho de que nacemos todos iguales en dignidad. Y en consecuencia, ni nuestra religión, ni el color de nuestra piel, ni nuestro sistema político, social, económico, nos autorizan a obligar a los otros a parecernos... Cada hombre debe, manteniéndose abierto a la busca de la verdad, vivir conforme a su ideal, conformándose a lo que ya ha descubierto sobre el sentido de la vida... El ideal de paz no consiste en absoluto en ser neutros, en no tomar partido, en escoger ninguna solución, en no tener con-

P. PIRE: Los humanos son di-

ferente unos de otros, incluso muy diferente. Pero están llama-

dos a vivir juntos con sus dife-

rencias. Al admitirlo, hay dos

posibilidades que me parecen ex-

cluidas: la supresión del otro y

La supresión del otro es lo que

se podría llamar el método de la

apisonadora. Debemos comenzar

la sumisión al otro.

a este camino el diálogo frater-Doctor Dricot: Vamos a llegar que me defina el diálogo fra-

vicciones o en no practicarlas...

Creo, por el contrario, en el ca-

mino de una paz que se realiza

en nuestras diferencias, y llamo

(Pasa a la página 4)

Querida María :

Quiero comenzar pidiéndote disculpas por salir en esta ocasión de la intimidad de nuestra correspondencia y traer a las páginas de LE SOCIALISTE el tema que últimamente es motivo de controversia entre nosotras. Pienso que siendo éste de interés para todas las mujeres que militan en nuestro Partido, quizá sea conveniente que se asomen a nuestros respectivos puntos de vista y así propiciemos más intervenciones en ste dialogar amistoso que sostenemos.

Te he dicho en otras ocasiones que me parece de suma necesidad establecer el mayor contacto posible entre el interior y exilio socialista. Veintisiete años de separación, de vivir unos y otros en circunstancias y medios diferentes, por fuerza han de haber tenido alguna repercusión, si no en el contenido ideológico, sí en la mentalidad de apreciación y planteamiento de los problemas políticos y sociológicos. El Partido Socialista Obrera Español es uno solo, pero sus integrantes estamos hoy desperramados por todo el mundo y debemos buscar una mayor cercanía intercambiando ideas y pensamientos.

La integración de la mujer al PSOE es un imperativo de los tiempos que corremos, pero es inevitable que para lograrla surjan encontradas opiniones. No me estoy refiriendo al hecho en sí, que, como digo, es inevitable que se produzca, sino a la forma y procedimiento más adecuados para que éste se realice con rapidez y efectividad. Tú mantienes como principio que la mujer debe ir directamente a las Agrupaciones Socialistas, a una plena convivencia con los varones, sin hacer apartes para nada a través de los Grupos Femininos. Ves en la existencia de ellos el peligro de fomentar una discriminación de sexos y propiciar la continuidad de esa postura de comodidad en que están colocadas las mujeres rehuyendo las responsabilidades.

Lamento que no roincidamos en estas dos apreciaciones tuyas. La mujer, lejos de pretender construir un mundo aparestá procurando salir de él, ese mundo de atraso donde ha malogrado su potencialidad creadora. Está luchando por incorporarse a la sociedad, no tanto como mujer cuanto como ser humano. Si su condición actual es de evidente inferioridad, mal puede enfrascarse en competencias de rivalidad con el nombre. Estos ensayos que algún día pretendió hacer un concepto

DESDE MÉJICO

Carta a una compañera del interior

feminista deshumanizado, ya no encajan en la época en que vivimos. El problema, amiga mía, no es de diferenciación de sexos de medir por separado los valocatalogándolos según su condición biológica ; se trata, sencillamente, de alcanzar una integración humana, teniendo todos, hombres y mujeres, las mismas oportunidades de desarrollo.

¿Cuál es, pues, te preguntarás el objetivo de los Grupos Femininos en nuestro Partido? ...crear en las mujeres las condidiciones precisas para la acción política, sindical y cooperativa». Así reza en el artículo 59 del Re-

« El buen socialista observa en todo momento una conducta moral en su vida privada o pública, en armonía con las ideas que profesa, y da prestigio a su persona y a su Partido. »

* * * « El buen socialista sabe diferenciar los fines que persique el Socialismo y otras comuniones políticas, filosóficas o religiosas, y tiene el convercimiento de que aquél es el llamado a realizar la transformación del régimen capitalista en otro de verdadera democracia económicosocial y que sin ésta no es posible la democracia política. »

« El buen socialista no defiende sus ideas a base de injurias, calumnias ni ofensas personales contra el adversario político; es comprensivo y tolerante con las ideas ajenas, sean políticas, económicas, filosóficas o religiosas, y observa con él relaciones correctas sin debilitar ni ceder por allo en sus convicciones. »

« El buen socialista no es versátil, sino consecuente, porque antes de realizar sus actos los medita y los reflexiona.»

* * *

* * * « El buen socialista no es vengativo, sino justiciero.»

LARGO CABALLERO

glamento de la Organización del Partido, cuando se especifica la función de los Grupos Femeninos. Efectivamente, ese es el propósito que cumplen, aunque la mujer de hoy tiene un campo más amplio de acción que el apuntado en ese artículo. Crear confianza en sí misma, ayudarla a vencer ancestrales temores y reservas en un medio sencillo, sin sentir la presión de la supremacía masculina: eso es fundamentalmente lo que se busca en las asociaciones femeninas.

Cierto que la mujer parece aceptar sin protestas que los puestos de más responsabilidad sean asumidos por los hombres. Pero esto es producto de una educación en la cual no hemos jugado ningún papel las mujeres. Una educación dispuesta y proyectada por una civilización netamente masculina que ha estado en vigor por siglos. Consecuencia de esa instrucción deformada es el mito femenino que encerrado a la mujer en un círculo de muy limitadas actividades. Todos sus recursos fueron encauzados hacia la función de esposa y madre ; sus virtudes eran cantadas a través del espíritu de sacrificio y la resignada actitud que observa en el seno de los hogares. Objeto de placer para el hombre y misión reproductora : eso era todo.

Es evidente que la mujer está comenzado a salir de ese mundo de frustraciones en que estuvo recluída. Pero el ritmo de esta evolución no es, naturalmente, parejo para todos los países, ni responde, tampoco, a cuanto está escrito en el papel o se vierte en mucha palabrería hue-Las condiciones políticas, económicas y sociales marcan un desarrollo distinto entre los pueblos, y así como hay países que viven de acuerdo con los lineamientos del siglo XX, existen otros que apenas están en el XV o XVI. En la actualidad se ha legislado mucho en plan de concederle a la mujer una personalidad jurídicada y darle un lugar en el concierto político y social, pero es fácil advertir que todas estas leyes pierden efecti-vidad a la hora de llevarlas a la práctica. El hombre, encargado de aplicarlas, sigue aún viendo con mucha cautela la capacidad de la mujer y ésta todavía no se libera de miedos y complejos. Vayamos hasta el ejemplo de nuestra patria y veamos lo que está escrito en el artículo primero de la ley del 28 de julio de 1961 del Fuero de los Españoles: « La ley reconoce a las mujeres los mismos derechos que al varón para el ejercicio de actividades políticas, profesionales y de trabajo, sin más 'mitaciones que las establecidas en la presente ley ». Hasta aquí todo parece marchar bien. Pero veamos ahora lo que encontramos en el artículo quinto de esa misma ley denominado Los derechos políticos, profesionales y de trabajo de la mujer: « Cuando por ley se exija la autoridad marital para el ejercicio de los derechos reconocidos en la presente, etc., etc. ». Es decir, querida amiga, que esa igualdad que se pretende establecer en un artículo, se restringe en otro, negando el principio de que «no se hará discriminación alguna en perjuicio del sexo o del estado civil ».

Tú dirás que son leyes de Franco, inspiradas por una mentalidad tradicionalista y reaccionaria. Así es, efectivamente, pe-

ro aunque los socialistas redactarían otras leyes más liberales y justas para la mujer, tenemos que aceptar que muchos de nuestros compañeros, prendidos aún de un espirítu patriarcal, procederían en muchos momentos en desacuerdo con el espíritu de esas leyes. Todo es producto de una educación, y por eso comprendo que la emancipación femenina surgirá de las nuevas mentalidades, del sector hoy joven que está siendo formado con una visión más equitativa de los valores humanos.

Me hablas de las mujeres que tienen una capacidad y experiencia para desenvolverse en nuestras organizaciones como las quías más adecuadas para lograr una incorporación masiva del elemento femenino a nuestro Partido. Indudablemente que así debiera de ser, pero estas compañeras, en una gran mayoría y en virtud de que están habituadas a moverse políticamente en medios de influencia varonil, suelen carecer de las condiciones necesarias para interpretar la situación en que se encuentran las demás mujeres. Ellas han superado ya ciertas etapas y prefieren alternar con los hombres, librando individualmente la batalla por ser parte, en plenitud de condiciones de la colectividad socialista.

Quedan muchas cosas en el tintero, querida, pero las dejaremos para otra oportunidad. En ti abrazo cariñosamente a todas nuestras amigas del interior de España.

Purificación TOMAS.

Crônica del Caribe

Beiancouri doctrina

El nuevo atropello llevado a cabo por el desprestigiado ejército argentino, ha dado relieve una vez más a la doctrina Betancourt. Su promotor el insigne Rómulo Betancourt, figura continental y primer presidente electo de Venezuela que pudo completar su período sin ser derribado por cualquier golpe militar o de otra especie, la resume «Venezuela no reconocerá así: a ningún Gobierno nacido de un golpe de fuerza, mientras este Gobierno no demuestre en las urnas que tiene la mayoría del

pais». Desafortunadamente el único país hemisférico que aplica la doctrina Betancourt es Venezue-En esta materia, los demás países, en su gran mayoría, se contentan con seguir el ejemplo de Washington que rechaza con mucha indignación a las dictaduras de izquierda pero se apresura en reconocer a las de derecha.

No hace mucho tiempo el embajador venezolano en Washington, Enrique Tejera París, glosando la doctrina Betancourt y comentando los vínculos que pueden establecerse entre dictadura de derecha y de izquierda, defendió el derecho de su país a desconocer a los Gobiernos de facto en el hemisferio y añadió que «esa posición tiene raíces históricas». En efecto «en el siglo pasado Bolívar no fue hasta Bolivia porque tuviera designios napoleónicos y quisiera instaurar principes vene zolanos en las naciones que ayudamos a establecer. Nos movía la decisión de extender la libertad alejando al enemigo de nuestras fronteras».

«Como ayer hoy nos mueven los mismos motivos, siendo ahora los enemigos las dictaduras que en el fondo sólo estimulan el avance comunista. El comunismo florece mejor en las dictaduras, que son su caldo de cultivo, pues puede propiciar la teoría del frente único y eventualmente lograr su dirección».

«Como en las dictaduras na-

Tejera añadió «esta experiencia es bien conocida en nues-tros países». Y continuó diciendo: « El pueblo, y los trabajadores en particular, no pueden ver con simpatía la creación de una dictadura. Es claro que la democracia no conviene a los comunistas, pues para llegar al poder necesitan primero quitar al pueblo el poder. Como no pueden hacerlo por medios directos, crean artificialmente el clima necesario para que lo hagan las fuerzas reaccionarias. Nosotros no propiciamos leyes continentales ni vacunación contra ningún mal, pero es obvio que tenemos que tomar nuestras propias medidades para defendernos de él, y actuar con otros para evitar epidemias »

Y para evitar todo mal entendido dijo que su país continuará ejerciendo sus derechos soberanos, «aunque preferimos la acción colectiva. En ese sentido es un buen progreso hacia el respeto a la carta de la O.E.A. la decisión de celebrar consultas interamericanas en la materia». Aquí Tejera hace alusión a la reciente conferencia de Río de Janeiro que establece un mecanismo de consultas informales cuando se presenten casos en que se requiera extender reconocimiento diplomático a un Gobierno de facto.

«La democracia debe afianzarse principalmente con el más hondo respeto a los partidos políticos, que son el único instrumento conocido para la organización de comunidades democráticas. Pensar que porque hay algunos malos políticos hay que abolir los partidos es como querer ilegalizar la medicina porque algunos médicos no son considerados con sus pacientes».

Y para concluir Tejera señaló que «aquellos que creen que los pueblos latinoamericanos no están maduros para la democracia, dudan en realidad de sus propia madurez». Hasta aquí el embajador Enrique Tejera París cuyos conceptos nos han permitido escribir esta crónica y dar una Idea clara de la doctrina Betancourt, una de las pocas doctrinas sinceras de las tantas que corren por nuestro mundo.

Adolfo LEOM.

Une révision... mais laquelle?

par Léo COLLARD

(Président du Parti Socialiste Belge)

« L'idée socialiste est dépas-sée. Le P.S.B. en est resté à la Charte de Quaregnon, qui est vidée de sa substance ». Voilà, résumé en deux phrases, le leitmotiv d'adversaires qui ne font guèlitanie.

Litanie est le mot juste, car ces critiques ne sont que la fastidieuse répétition de celles qui, en réalité, ont commencé dès la naissance du socialisme ; et beaucoup de « fossoyeurs » du socialisme sont morts et oubliés depuis longtemps. Par ailleurs, elles participent le plus souvent de la mauvaise foi, ou simplement de l'ignorance.

Comment expliquer autrement cette affirmation que l'idée socialiste serait dépassée, alors qu'elle est en train de faire le tour du monde et que ceux qui la combattent sont amenés à trouver que le meilleur moyen de le faire est de la plagier, jusque dans sa terminologie ! Il n'y a pas un programme politique contemporain qui ne doive quelque chose à l'idée socialiste.

Quelle raison aurions-nous dès lors, de l'abandonner, nous socialistes, alors que sa pertinence et sa valeur nous sont démontrées tous les jours. Mais sa formulation est-elle encore adéquate ? Cette question nous amène, en ce qui concerne le socialisme

belge, au problème de la Charte de Quaregnon.

S'il y a un « faux problème », c'est bien celui-là. La Charte de Quaregnon contient à la fois une déclaration de principes et l'indice que l'on pourrait appeler un programme d'action. Les principes sont ceux du socialisme. Faut-il aujourd'hui les préciser davantage ? Il n'y a pas d'inconvénient, pour autant qu'il s'agisse d'en enrichir la substance, et non de la

Pour le reste, il n'y a aucun socialiste belge qui prétende que rien n'a changé depuis 1894 et que, par conséquent, le programme d'action doit encore être celui qui répondait à la structure économique et sociale de la fin du XIXe siècle. C'est tellement vrai que - on semble l'oublier ce programme n'a cessé d'être constamment adapté à l'évolution des faits.

Il est donc totalement faux que le socialisme belge en soit resté à son programme initial. Une étude comparative, à partir par exemple du lendemain de la première guerre mondiale, serait absolument démonstrative. La dernière adaptation date de 1959 et c'est de là qu'il faut maintenant partir, si l'on veut vraiment faire une œuvre positive qui, selon ma conviction, peut être rapide.

Les matériaux existent. Car il Les materiaux existent. Car il serait également faux de penser que le socialisme belge vivote dans la stagnation intellectuelle et qu'aucun effort n'y est fait pour tenir « dans le courant » la formulation du programme socialiste. Ceux qui croient cela ne lisent certainement pas Socialisme et Socialistische Standpunten par exemple. Ces deux revues ont pu-blié, au cours des dernières années, de nombreuses et excellentes études. Le moment est venu d'en faire la synthèse.

en faire la synthese.
D'autre part, l'action politique immédiate doit pouvoir partir de vues précises sur les problèmes de la société contemporaine : expansion économique, prix de revenus, santé, fiscalité, jeunesse, réforme de l'Etat, etc. Sur le plan international : problèmes de la paix et du tiers monde.

Ce travail est en cours, tant au sein du Parti que de l'Action com-Ce travail est en cours, tant au mune, car des questions concernent le mouvement socialiste tout entier, et c'est à ce niveau que les vues doivent se confronter et se rencontrer.

Laissons donc de côté les controverses autour de la Charte de Quaregnon. Elles ne pourraient Quaregnon. Elles ne pourraient que nous diviser sans utilité et die declara su ideologia, los conous retarder dans l'effort que je munistas se inflitran en todo géviens d'indiquer et qui peut, rapidement, donner des résultats podement, donner des résultats positifs.

CRONICA DE ALEMANIA

LOS TRABAJADORES EXTRANJEROS

Son ya casi un millón doscientos mil los extranjeros que trabajan en Alemania. En la actualidad, miles de ellos se encuentran disfrutando de sus vacaciones anuales en sus respectivos países. Es un momento que han esperado con ansiedad a lo largo de muchos meses, pensando en la familia, en la admiración de los amigos y conocidos ante el automóvil de segunda mano, en el interés con que escucharán sus relatos... Dentro de unas semanas, estos hombres y mujeres volverán a estar encuadrados en la vida laboral alemana, y otra vez se iniciará la dura lucha por el marco, sin que mucho de ellos conozcan, ni se esfuercen por conocer, las derivaciones sociales y políticas que tiene su presencia en Alemania. ¿Qué papel juegan los trabajadores extranjeros en la vida de este país? Sobre este tema, el Sindicato de la Industria Metalúrgica (IG Metall) ha elaborado interesantísimo trabajo, que sirve de base al presente artículo.

LA PRENSA SENSACIONALISTA

«Si esto sigue así, quizá en un año ya no seremos dueños de nuestra propia casa. Llenan nuestros cafés, persiguen a nuestras hijas, abordan groseramente a nuestras esposas, apalean a nuestros policías, y encima quieren queridos por nosotros. En Colonia marchan cuatro, cinco, trabajadores extranjeros, uno al lado del otro, formando frente en actitud agresiva. Los alemanes se apartan. ¿Quién quiere encontrarse con un cuchillo metido en el cuerpo? Así piensan algunos y se callan; se callan por miedo a la navaja de nuestros rabiosos huéspedes». De esta manera se expresaba, hace unos meses, la revista « Neuen Illustrierten » al referirse a los extranjeros que hemos venido a Alemania a trabajar y a ganarnos la vida honradamente

Pero no siempre el veneno xenófobo es lanzado sobre el pueblo alemán de una manera tan descaradamente abierta, como en el caso de la citada revista. Incluso puede ocurrir que se haga nacionalismo cavernario halagando a los extranjeros, y precisamente de manera tal que los nacionales han de sentirse ofendidos. Así actuó el periódico « Bild Zeitung », el de más tirada en Alemania, hace algún tiempo, cuando, con grandes titulares en primera página, preguntaba: *¿Son los trabajadores extranjeros más laboriosos que los alemanes?» Sin embargo, este tiro, cuyo propósito no podía ser otro que el de acusar a los alemanes de holgazanes, le salió al periódico por la culata. No se operó la esperada reacción contra los extranjeros, quienes, en casos nada raros, en su afán de ganar dinero, puede ser que trabajen más de lo que aconseja su propia salud, y sí en cambio se produjeron plantes y protestas en las fábricas contra semejante insulto, que todos interpretaron como una clara tentativa de crear entre los obreros alemanes un clima de hostilidad contra sus compañeros extranieros. La finalidad era pues idéntica a la perseguida por la revista « Neuen Illustrierten ». ¿Por qué todo eso?

LOS EMPRESARIOS

Los empresarios están de acuerdo en que los extranjeros les dan un rendimiento óptimo. Hacen todas las horas extraordinarias que les son ofrecidas y trabajan a un ritmo tan acelera do, que muchas veces sus compañeros alemanes tienen que pedirles que frenen un poco. A simple vista, parece, pues, lógico pensar que los empresarios no deberían tener nada que ver con esas campañas de prensa. Pero las apariencias engañan. Engañan porque para esos señores, más importante que el trato decente que merecen unos hombres y mujeres que trabajan y cumplen con su deber, es la lucha contra los sindicatos, en la que tienen asignada una función importante a los trabajadores extranjeros.

Hay sobre todo un objetivo sindical que molesta mucho a los patronos: la semana laboral 40 horas, objetivo que los sindicatos tienen establecido en su Programa de Acción y que se han propuesto conseguir en un plazo breve. En la actualidad, la media nacional es de 42,7 horas. Aligerar de estas dos horas y pico a los millones de trabajadores que aún las acarrean sobre sus espaldas, es una faena que los sindicatos se han tomado muy en serio, porque son muchas las razones de peso que hablan en favor de ella. Su peso es demasiado grande como para que los empresarios puedan oponerles argumentos válidos y convincentes. Sin embargo, ellos han encontrado uno que no es muy limpio, pero del que se prometen una gran eficacia.

Resulta que, según los empresarios, una reducción de las horas de trabajo, inevitablemente. tiene que provocar la venida de más extranjeros al país. No vamos a discutir ahora si eso es verdad o no. Los sindicatos, basándose en los avances de la automación y de la racionalización de las industrias, opinan que no lo es. Pero incluso suponiendo que aquí quepan sus más y sus menos, ¿qué de malo en la mencionada consecuencia? Los extranjeros que trabajan en Alemania representan en estos momentos entre el 4 y el 5 por ciento de la población activa del país. Es decir que se trata de un porcentaje incomparablemente inferior al que existe en otros países; y no hablemos de Suiza, donde el porcentaje de extranjeros ha llegado a ser de casi un tercio de la población activa.

No obstante, los empresarios no se cansan de repetir siempre mismo argumento, como si temieran que con cada extranjero se va a colar el diablo en Alemania. Un ejemplo bien triste de esta política lo dió hace algún tiempo el Instituto de encuestas Wickert, de Tübingen, en una encuesta, llevada a cabo, con toda seguridad, por encargo de sectores empresariales, en la que se preguntó a los interrogados si estarían dispuestos a trabajar una hora más por semana, a fin de evitar la presencia en el país de trabajadores extranjeros. Parece que el por 100 de los consultados contestaron afirmativamente. Ahora bien, es sobradamente conocido que los resultados de tales «consultas» se ajustan siempre a los intereses y a los deseos del que paga para que sean realizadas. Lo que aquí se buscaba, más que reflejar un estado de ánimo imperante en el país, era crearlo, con la intención bien evidente de levantar obstáculos en el camino hacia la semana laboral de 40 horas. Atacan a los extranjeros, intentan movilizar contra ellos a la pero a quien quieren hacer daño, a quien apuntan de verdad, es al sindicato. El negocio del nacionalismo.

EL GOBIERNO

Y LOS PARTIDOS POLÍTICOS

Conocida es la política de «masajes de alma» en la que es especialista el canciller federal Erhard. Consiste esta política en lanzar continuamente dramáticos llamamientos a la población para que consuma menos, trabaje más y, en una palabra, «modere» sus apetencias de «bienestar», como llaman ellos a la justicia social. Hace una temporada, por ejemplo, el jefe del Gobierno les dijo muy en serio a los trabajadores que deberían trabajar una hora más por semana. Una auténtica receta de curandero, por cierto. En seguida vinieron otros e hicieron el cálculo. Una hora a la semana; eso significaría que al año serían trabajadas en el país mil millones de horas más. Resultado: se podría prescindir de 460.000 trabajadores extranjeros. No contentos

con ese «ahorro», otro político de la C.D.U., que como se sabe es el partido de Erhard, sigue echando las cuentas de la lechera y llega a la conclusión de que se podría renunciar totalmente a los extranjeros, si los obreros alemanes trabajan dos horas más a la semana.

Como se ve, se pretende justificar una política socialmente reaccionaria apelando a los prejuicios nacionalistas. En esta línea restaurativa hay que situar también la propuesta que han hecho algunos diputados gubernamentales, consistente en que las horas extraordinarias no estén sujetas al impuesto sobre el salario. Estos mismos políticos fueron los que, antes de las últimas elecciones generales, anunciaron por la prensa que, en Alemania, en el año 1975, habría que trabajar sólo 35 horas a la semana. Pero, por supuesto, eso era sólo propaganda electoral. Una vez pasadas las elecciones, se terminaron los halagos a la clase trabajadora y empezaron de nuevo las exigencias y los reproches contra los obreros alemanes que, en su «holgazanería» y en estrecha colaboración con los «apátridas» sindicatos, están «entregando» el país a los ex-

De todas formas, la clase trabajadora no es tan tonta. Fue precisamente con motivo de la publicación, en el « Bild Zeitung », de los provocativos titulares mencionados al principio. cuando esto se vio con toda nitidez. Resoluciones de los Con-Obreros, afirmando que «nosotros no estamos dispuestos a permitir que se nos encizane contra nuestros compañeros extranjeros», fueron en aquellos días moneda corriente. El internacionalismo obrero ganó una batalla, y también la ganó Europa, la Europa unida a la que tan flacos servicios prestan quienes no se cansan de hablar de «alemanes» y «extranje-

Esos señores deberían saber que referirse con tanta ligereza a la «eliminación» de la mano de obra extranjera, constituye una puñalada asestada a Europa por la espalda. Alemania no puede poner, sin más, en la frontera al millón dos cientos mil extranjeros que trabajan en el país, sin que, al mismo tiempo, se produzcan problemas más o menos graves en los respectivos países de origen. ¿No interesan esos problemas? Pues, entonces, falta el presupuesto indispensable para poder decir, legitimamente, que se es europeo. Se habla mucho de la unidad del Continente, pero, a la vez, en nombre de unos intereses nacionales fingidos, más de un millón de extranjeros son manejados como si fueran un mero dato estadístico, sólo interesante en tanto que la Economía nacional, debido a que los sindicatos «impiden» trabajar más a los obreros alemanes, tenga necesidad de ellos. ¿Europa? No aparece por ninguna parte. Se trata de un una manera muy original, de contribuir a que los conciudadanos se acostumbren a pensar como europeos.

LOS NEONAZIS

Estos energúmenos merecen capítulo aparte. Ahora aparecen con un traje llamado N.P.D. (Partido Nacional Demócrata), y en las últimas elecciones generales convirtieron el tema de los trabajadores extranjeros en uno de sus principales caballos de batalla. Siguen montados en él y cabalgándolo con un ímpetu y una rabia teutónicos dignos de las más «heroicas» tradiciones del nazismo alemán. He aquí el texto de una de sus octavillas:

« Más de un millón doscientos mil trabajan en Alemania, y cada vez son más. Cobran nuestro subsidio de infancia y nuestras prestaciones sociales, por los que los obreros alemanes han tenido que trabajar duramente a lo largo de muchos años. Anualmente, remiten tres mil quiñentos millones de marcos a sus países de origen ; un dinero que pierde la Economía alemana. Son elegidos para formar parte los Consejos Obreros. hijos ocupan cada vez más espacio en nuestras escuelas, que ya, sin ellos, estarían repletas. Los trabajadores extranjeros están entre nosotros! Hoy, todavía, como colegas. Pero, mañana, pueden poner en peligro nuestros puestos de trabajo. Si se produce un paro, presionarán sobre los salarios y desplazarán a los trabajadores alemanes. ¡Esto no debe ocurrir! En consecuencia, exigimos: Dispensa del impuesto sobre el salario y de las cargas sociales para las horas extraordinarias, así como dispensa del impuesto sobre el salario en caso de que se siga trabajando después de la edad del retiro. De esta manera, sería eliminado el trabajo clandestino, y los trabajadores extranjeros serían innecesarios»

La octavilla se comenta ella sola. Llevaría muy lejos ir rebatiendo, punto por punto, los argumentos en ella aducidos para llegar a la conclusión de que los extranjeros han venido a «comerse el pan» de los alemanes. Un vistazo superficial muestra que el estilo y las intenciones son bajos y repugantes. Más interesante es comprobar que los nazis, en su detallada exposición, no hacen más que especificar las «razones» de la animosidad contra los extranjeros, que los empresarios, e incluso los mismos sectores gubernamentales, están tratando de crear en el pais. Los nazis asumen, pues, aquí el papel de fuerzas de choque, o si se prefiere, el papel de fuerzas encargadas de realizar el trabajo sucio, el que mancha y deshonra. ¿Hasta qué extremo esta ayuda mutua, que en apariencia es pura coincidencia, es susceptible de extenderse a otros terrenos y a otros objetivos «más altos»? Es una pregunta legítima y oportuna, que envuelta también en el trabajo Metalúrgica a que hacíamos redel Sindicato de la Industria

Por medio de sus ataques contra los extranjeros que trabajan

cando los nazis es poner en marcha la ola nacionalista que necesitan como el aire para salir de su insignificancia actual. Los trabajadores extranjeros, pues, no son más que una oportunidad u ocasión que se estima favorable por ser la que está más a mano. También los empresarios y ciertos sectores políticos practican la xenofobia como un negocio de largo alcance, como una plataforma desde la que esperan poder contener la marcha de los sindicatos hacia la semana laboral de 40 horas y, de paso, desacreditarlos. En la falta de escrúpulos y en el espíritu restaurativo del pasado, ambos se parecen, con un parecido que no honra a los empresarios y a sus representantes políticos, y que obliga a los sindicatos a tener los ojos muy abiertos.

LOS SINDICATOS

Los sindicatos captaron inmediatamente en qué dirección iban los tiros, cuando empezó a hablarse de que la criminalidad entre los extranjeros es muy alta, de que exportan capital alemán, de que cobran mucho subsidio de infancia, etc. Los tiros iban contra ellos, contra el sindicalismo. Se había iniciado una operación que, mediante rumores puestos en circulación premeditadamente, la etc., aspiraba a obligarles a renunciar a sus reivindicaciones. Una vez más, se ponía de manifiesto que si un obrero es atacado, es atacado el sindicato y viceversa. La solidaridad obrera es algo más que una palabra bonita; es una necesidad que impone la realidad. O dicho de otra manera: el obrero extranjero tiene en el sindicato alemán el más fiel de los amigos. A continuación reproducimos un párrafo del discursos pronunciado por Günter Stophan, miembro de la Comisión Ejecutiva de la Confederación Alemana de Sindicato (DGB), en el congreso de esta organización celebrado en mayo de este año en Berlín.

«No es verdad que la criminalidad entre los extranjeros sea más alta que entre los alemanes. Afortunadamente, hay estadísticas. Además, es añadir que las estadísticas oficiales incluyen los delitos cometidos por todos los extranjeros; por ejemplo, incluyen también los delitos cometidos por miembros de las fuerzas armadas extranjeras estacionadas en el país. Los rumores sobre el subsidio de infancia se han venido abajo ellos solos, pues, sencillamente, no han podido resistir la más ligera comprobación... En definitiva, todo son pompas de jabón que estallan en cuanto uno se acerca con la lupa para exarminarlas. Y, sin embargo, estos infundios han contribuído a que un partido como el NPD pueda declarar en público que uno de los puntos fundamentales de su programa es la expulsión de los trabajadores extranjeros, sin que semejantes declaraciones hayan tropezado en nuestro pueblo con una desaprobación muy grande».

Esclarecer y volver a esclarecer a la opinón pública. Este es uno de los vehículos más eficaces de entendimiento entre los pueblos. Basta leer las publicaciones en alemán de los sindicatos, dirigidas a sus afiliados alemanes. Ninguna de ellas, en ningún número, deja de hablar de los trabajadores extranjeros, de sus problemas, de los problemas de sus países de origen. Es muy grande el esfuerzo que se está haciendo por romper las fronteras en el sitio donde han echado sus raíces más profundas: en el corazón de los hombres. Ni las iglesias, ni los partidos políticos, ni las organizaciones de asistencia, ni nadie desarrolla en este sentido una actividad que pueda ser comparada a la de los sindicatos. Queda todavía mucho por delante, pero la buena causa triunfará. Si no lo creyéramos, habríamos dejado de ser sindicalistas y socialistas.

Adolfo LLOPIS BRAVE

LE PING-PONG ET LA PENSEE DE MAO

On sait que le culte de la personnalité de Mao Tsé-toung atteint maintenant en Chine les plus hauts sommets lyriques. C'est ainsi que l'agence « Hsinhna » (Chine Nouvelle) nous apporte, en date du 8 septembre, les commentaires suivants sur la victoire des joueurs chinois au tournoi international de tennis de table à Tokyo, qui s'est achevé le 4 septembre :

Le responsable et les entraîneurs de l'équipe chinoise ont déclaré au correspondant de « Hsinhna » que la victoire de leur équipe était due au fait que les pongistes étaient armés de la grande pensée de de Mao Tsé-toung et que la grande pensée de Mao Tsétoung est invincible.

Le processus de développement et de renforcement de l'équipe chinoise de tennis de table a été un processus d'étude consciencieuse et d'assimilation consciente de la pensée de Mao Tsé-toung par ses membres.

Cela continue ainsi sur une page entière. Avec la meilleure volonté du monde, on peut toutefois comprendre que la grande pensée de Mao enseigne... la confiance en soi, le mépris de la peur, la volonté de vaincre à force de tenacité. Il ne faut pas être Mao Tsé-toung pour enseigner ces vertus...

Le dernier numéro de « Pékin-Information » (n. 36 du 5 septembre) en rajoute. On y lit en titre de première page : « Toute une nation se réjouit des inscriptions que notre grand dirigeant le président Mao, a tracées pour la nouvelle publication de l'Université de Pékin et la revue « Femmes Chinoises ».

a interdit EL SOCIA-On a interdit EL SOCIA-LISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous vou-lons simplement, en frêres, vous rendre un peu des moyens que l'on vient hon-teusement de vous ravir. Georges BRUTELLE

Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

Se ha prohibido EL SO-CIALISTA; nosotros os de-volvemos LE SOCIALISTE. Queremos senciliamente res-tituiros, como hermanos, al-go al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar. Georges BRUTELLE Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

Los problemas de la Universidad española

Diez y ocho profesores de gran significación en la docencia española analizan la situación actual de nuestra Universidad, subrayan las carencias de la misma, señalan los orígenes de ellas y proponen los remedios indispensables que responden a las exigencias de nuestra época. Este grupo de profesores se solidarizan con la inquietud exteriorizada por los estudiantes y piden sean reintegrados a sus cátedras los profesores que injusta y arbitrariamente fueron expulsados de la Universidad (N. de la R.).

La Universidad española ha Hegado a ser en los últimos tiempos tema nacional; tal es la razón que nos ha movido a redactar este documento a los profesores que lo firmamos. Creemos, en efecto, que la autocrítica es la forma más digna y responsable de la crítica, y estimamos un deber expresar nuestra opinión, admitiendo de antemano que puede no ser la de todo el profesorado universitario. Desde una Universidad muy determinada, la de Madrid, después de haber visto desatentidas varias respetuosas peticiones relativas a los problemas universitarios y de haber solicitado en vano la convocatoria de Claustro general, queremos llamar seriamente la atención del poder público y de la socie-dad española acerca del tan complejo y delicado tema de la enseñanza superior. Y no hemos querido hacerlo hasta el término del curso académico, para que no pudiera imputársenos el propósito de alentar el desorden o de apoyarnos en él.

En la génesis del malestar universitario vemos mezclarse problemas de muy diversa índole : didácticos, científicos, económioos, sociales y civiles.

El problema didáctico

Partamos de un hecho patente: el general descontento ante la enseñanza que se da en nuestra Universidad. Alguien lo imputará, en primer término, a la deficiencia de quienes en la Univer-sidad enseñamos. Creemos, sin embargo, que la competencia y el rendimiento del profesorado universitario de España no son inferiores a los de cualquiera de los restantes cuerpos profesionales de nuestra sociedad. Esta verdad no nos contenta, porque la actividad técnica y profesional de la sociedad española dista mucho de ser satisfactoria. Pero acaso la previa declaración de ella nos permita pasar sin mayor embarazo a un examen de las restantes causas del malestar.

Aparte la ya antigua inadecuación de muchas de nuestras técnicas didácticas a las exigencias de la enseñanza superior, y no contando la insuficiente formación intelectual con que suelen llegar a la Universidad los alumnos de los Centros de enseser los más importantes fundamentos reales del descontento : la enorme escasez del profesorado intermedio y la masificación del alumnado universitario.

Nuestros métodos suelen ser excesivamente tradicionales. Nuestra preocupación por los aspectos universitarios de la pedagogía es punto menos que nula. Nuestro sistema de acceso a la docencia, tan precariamente objetivo, no acaba de ser satisfactorio. Pero estas notorias deficiencias palidecen al lado de otra : la tremenda escasez del profesorado intermedio. El contribuyente español ha gastado miles de millones de pesetas en una Ciudad Universitaria que sólo presta pleno servicio cuatro o cinco horas al dia. ¿Por qué? Ante todo, porque entre el catedrático titular y el alumno no existe el equipo de docentes retribuídos que la enseñanza universitaria tan inexcusablemente requiere. En cursos cuya matrícula rebasa el millar o se acerca a él, ¿qué puede hacer, por mucha que sea su abnegación, un catedrático que sólo dispone de uno, de dos, a lo sumo de tres, profe-

sores adjuntos? Todos saben que nuestra Universidad se ha masificado, sin que paralelamente haya aumentado el número de sus profesores. Pese a las restricciones que por razones nada didácticas han sido últimamente establecidas, el número de los alumnos en ella matriculados es del orden de los treinta mil. Este hecho no es por sí mismo deplorable, porque expresa con arrolladora evidencia la creciente extensión social del deseo de recibir enseñanza superior; pero só-lo con una acertada suma de criterios, métodos y recursos puede ser rectamente afrontado. ¿Resulta admisible, por ejemplo, que ciertas instituciones docenoficialmente reconocidas y ayudadas puedan practicar el « numerus clausus », mientras s? deja a la Universidad oficial inerme o indotada frente al aluvión? A pesar de las meritorias disposiciones de los últimos meses, el problema didáctico se ha-lla planteado en nuestra Universidad en términos tan agudos como insatisfactorios, y requiere soluciones urgentes.

El problema científico

Además de enseñar la ciencia, la Universidad debe hacerla. Entre nosotros empezó a sentirse esta necesidad a fines del siglo pasado y comienzos del presente. La Junta para Ampliación de Estudios, sin duda la más importante expresión administrativa del nuevo espíritu, merece gratitud de todos los españoles. Dentro de una sociedad tan poco dada a la estimación y el cultivo de la ciencia, pocas instituciones habrán realizado una obra científica comparable a la suya. Acaso deba hoy censurarse su orientación extrauniversitaria ; aunque la situación intelectual de la Universidad española cuando la Junta fue creada diera algunas razones a tal proceder.

De la Junta para Ampliación de Estudios ha sido sucesor el Consejo Superior de Investigaclones Científicas. Desde su nacimiento ha prevalecido en éste una actitud abierta o larvadamente adversa contra los «hombres de la Junta». Y en un momento en que las cosas podían y debian plantearse de manera bien distinta, continuó y hasta acentuó su política de apartamiento de la Universidad.

Siendo tan escasos los recursos económicos y humanos de la investigación, ano parece preferible que la vinculación entre la organización científica y la Universidad deje de ser esporádica y personal y se haga funcional e institucionalizada? En la situación actual, las dos partes salen perdiendo. La Universidad, tan insuficientemente dotada con las actuales ayudas a la investigación, se empobrece espiritual y materialmente, y la huida de profesores y licenciados brillantes hacia situaciones profesionales alejadas de la Universidad tiene que hacerse costumbre. El Consejo, a su vez, separado por su propia constitución de las promociones juveniles, no siempre recibe de éstas la sangre nueva más adecuada a sus necesidades.

Frente a situación tan insatisfactoria, seria necesario: primero, un considerable aumento del tanto por ciento de la renta nacional dedicado a la investigación científica, hasta ponerlo en el nivel de los países plenamente desarrollados : segundo, la conexión funcional entre la Uni-

versidad y el Consejo Superior de Investigaciones Científicas; tercero, la rápida implantación de criterios verdaderamente científicos y actuales en las organizaciones dedicadas al cultivo de la ciencia; y cuarto, el estableci-miento de un extenso plan de ayudas particulares que suscite el trabajo científico en toda la extensión de nuestro territorio.

El problema económico

De nada servirían las disposiciones legales más certeras y las más abnegadas actitudes personales, si la Universidad no dispusiera de medios económicos proporcionados a la importancia de su misión.

Limitémonos a la nuestra, la de Madrid. Es cierto, como antes indicábamos, que el Estado español ha gastado miles de millones pesetas en la edificación de la Ciudad Universitaria. Demos por bueno lo hecho. Pero, por amplios y lujosos que inicialmente sean, ¿son suficientes unos edipara el funcionamiento eficaz de una Universidad? La dotación de nuestras bibliotecas laboratorios es, sin hipérbole alguna, irrisoria. La retribución del profesorado intermedio, bochornosa. Basta comparar el presupuesto global de la Universidad de Madrid con el de cualquiera equiparable a ella entre las europeas y las hispanoamericanas, para medir el interés «real» de nuestro Estado y nuestra sociedad por la Universidad y su rendimiento.

No es necesario acumular argumentos para demostrar que el desarrollo e conó mico depende esencialmente de las llamadas «inversiones en capital humano»; es decir, de la creciente educación colectiva, tanto de orden científico y técnico como de carácterhumanístico. Pues bien: las «inversiones en capital humano» son entre nosotros enormemente deficientes, a juzgar por los propios informes oficiales.

Una conclusión se impone: mientras en España no cambie de manera sustancial la distribución de los fondos públicos —con otras palabras : mientras no sea dedicada a la enseñanza y la investigación científica una parte considerable del dinero que hoy se emplea en otras atencio--, no podremos disponer de Universidades e instituciones científicas a la altura de las exigencias de nuestro tiempo.

El problema social

¿Qué muchachos ingresan como alumnos en las Facultades universitarias y Escuelas Técnicas Superiores? ¿De qué grupos sociales proceden? ¿Qué relación existe entre la composición social del alumnado y la actividad docente de la Universidad? Desde su nacimiento hasta hace pocos lustros, la Universidad ha vivido tácticamente adscrita a las formas de vida que va es tópico llamar «burguesa». Con suma claridad lo demuestra lo procedencia social de los profesores y los alumnos hasta bien entrado el siglo XX; más también, afinando la mirada, el tipo de formación intelectual que en la Universidad ha venido dándose. Tomada en su conjunto, la población universitaria constituía un grupo entregado a las ocupaciones «liberales» o caminante hacia ellas; ocupaciones cuya existencia social se apoya, tantas veces sin conciencia de ello, sobre la actividad de mucho más amplias capas de trabajadores, a las que se relegan los quehaceres mecánicos de la producción.

Con celeridad mayor o menor, todos los países cultos tratan de ir resolviendo tan viciosa situación. En todos ha crecido considerablemente el número de alumnos procedentes de las clases trabajadoras, y en todos se va modificando, con arreglo a esta necesidad, la estructura y el contenido de los planes de estudio.

Pese a la ya patente exigencia de nuestra sociedad, el retraso de la Universidad española no puede ser, a este respecto, más flagrante y significativo. Apenas rebasa el 1 por 100, entre nos-otros, el número de hijos de obreros que ingresan en las aulas universitarias. En Inglaterra, ese número es superior al 20 por 100; en Francia, donde la propor-ción alcanza ya el 5 por 100, va siendo general la conciencia de la pequeñez de esta cifra y se estudia y reclama su aumento, mientras que en España apenas existe la noción de lo que esto representa en el doble orden de la justicia y de la eficacia. Las plazas de nuestros Colegios Mayores son patrimonio casi exclusivo de las clases «acomodadas». Las becas, concedidas, es cierto, en cantidad considerable, no son adjudicadas con arreglo a un verdadero plan nacional, y en gran número de casos sólo sirven para incrementar a pocos años vista la cifra de los «parados intelec-

Basta lo expuesto para advertir que, desde un punto de vista meramente social, nuestra Universidad necesita transformar ampliamente la composición de su alumnado, cambiar la mentali-dad, los métodos y los fines de su enseñanza seriamente la ordenación de su servicio a la socie-

El problema civil

Respecto del orden civil que la rodea, la vida universitaria es a la vez vivero y espejo. La Uni-versidad expresa el tipo de convivencia que explícita o implícitamente desean los grupos y las clases dominantes en el país y revela por otra parte, la tensión entre ese deseo y el sentir de la fracción más vivaz y menos comprometida del cuerpo social.

Los incidentes que desde hace unos años vienen reiterándose en nuestras Universidades, que han culminado en el cierre de la de Barcelona, indican con claridad insuperable que en la juventud universitaria alienta el deseo de una vida civil cuyos principios rectores sean el pluralismo ideológico, la auténtica representa-tividad, la libertad y la justicia social. Unos de manera activa e incluso arriesgada, otros mediante una actitud pasiva y táctica, casi todos nuestros estudiantes quieren atenerse a tales principios en su vida académica y ciudadana. ¿Puede extrañar que así sea, cuando una encíclica pontificia y un Concilio Ecuménico han declarado válido y deseable este modo de vivir? Y si el mundo que rodea a la Universidad no ofrece cauce idóneo a tal concepción de la vida civil, ¿puede sorprender que una parte del alumnado universitario se polinerviosamente dentro

Los profesores que firmamos el presente documento declaramos abjertamente nuestra conformidad con los principios que orientan esa general aspiración de la juventud universitaria; y no sólo por razones de actualidad histórica, sino porque los juzgamos objetivamente adecuados para una recta ordenación de la vida civil. Más aún: porque en ellos vemos el único fundamento válido para construir, en España o donde sea, una Universidad verdaderamente satisfactoria.

Queremos, en efecto, una auténtica libertad de cátedra: sólo con ella podrá incorporarse viva eficazmente nuestra Universidad a la plenitud del pensamiento actual. Queremos, asimismo, un orden jurídico que garantice en la Universidad una paz verdadera y digna, no un simple orden externo basado sobre la conminación. A la vista de los acontecimientos del presente curso, afirmamos resueltamente la ineludible y urgente necesidad de revi-

sar a fondo el régimen ordenador de las asociaciones escolares, adaptándolo a los principios antes señalados. No podemos acep-tar la imposición de multas como procedimiento de sanción académica, y nos repugna la discriminación política, hoy repetidamente practicada en diversos aspec-tos de la vida estudiantil. Propugnamos con toda firmeza la cancelación de los expedientes instruídos contra tantos alumnos y de las sanciones que hace meses fueron impuestas a cinco compañeros de docencia, y en ningún momento podremos considerar verdaderamente «nuestra» aunque sigamos prestando servicio en sus aulas, una Universidad de la cual ellos no sean parte. Deseamos, en suma, la paz, el buen orden jurídico, la eficacia docente y científica y la adecuación histórica y social de la Universidad española.

CONCLUSION

Dos órdenes de medidas parecen, pues, necesarios. El primero comprende las de carácter previo y urgente; esto es, las conducentes a restablecer o estableoer en nuestra Universidad la paz verdadera, la confianza mutua y una real apertura de las almas hacia el futuro. El segundo concierne a las que, siendo decenal, para el desarrollo científico y educacional de España, con las consiguientes reformas en la estructura de nuestra ordenación económica, y una ley que como fruto de la más amplia información pública regule la vida universitaria con arreglo a nuestras posibilidades reales y según verdaderas exigencias de nuestra época.

Al término de este escrito, obra auténticamente colectiva de todos sus firmantes, nos importa hacer constar que en su confección no nos ha movido la com-placencia en la crítica negativa, sino la esperanza en las posibilidades de nuestro país. Desde hace tres cuartos de siglo, la produc-ción intelectual y literaria de los españoles viene siendo la parcela de nuestra actividad que con más íntima satisfacción podemos exhibir; y esta realidad, unida a la transformación que se está operando en nuestra sociedad y a la evidente madurez histórica con que viene procediendo lo mejor de nuestra juventud universitaria, nos hace ver como meta posible, si todos nos ponemos a ello, una Universidad donde se cumplan las aspiraciones que aqui hemos

Madrid 15 junio 1966.

Gonzalo ARNAIZ, Luis DIEZ DEL CORRAL, Antonio GA-LLEGO, Eduardo GARCIA DE ENTERRIA, Pedro LAIN EN-TRALGO, Rafael LAPESA, José Antonio MARAVALLA Francisco MORAN, Carlos OLLERO, Francisco ORTS LLORCA, Jesús PRADOS ARRARTE, Luis Angel ROJO, Joaquin RUIZ-GIMENEZ, José Luis SAMPEDRO, Carlos SAN-CHEZ DEL RIO, Antonio TRU-JOL, Rodrigo URIA, Angel VIAL.

Comité de Rédaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR Suzanne LACORDE Georges GUILLE Gérard JAQUET Joseph BEGARRA

Administrateur : Roger SOUTHON